

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 541
Juin-Juillet-Août 2021

56^e année - 1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- L'impérialisme français (3)
- Il y a cent ans le Parti Communiste d'Italie était fondé à Livourne
- Programme du parti de Livourne
- A.B. sur le chemin de la révolution
- Théorie et action
- Grève des débardeurs au port de Montréal
- Piquet de grève Lidl de Briante (IT): mort de Adil Belakhdim
- Belgique : un accord syndicats-patronat contre les prolétaires
- EU : Non à l'assassinat légal de Mumia Abu-Jamal
- EU: Patrons et droit de vote
- Hausse des meurtres aux E.U.
- Emeutes en Afrique du Sud
- Révoltes à Cuba
- Incendies en Algérie

Les Américains se retirent d'Afghanistan pour avoir les mains libres ailleurs

EFFONDREMENT D'UN RÉGIME FANTOCHE

Rien n'y a fait: ni les accords «historiques» signés en février 2020 à Doha sous Donald Trump entre Talibans et Américains pour l'ouverture de négociations de paix, ni les armes laissées en quantité à l'armée afghane, ni les déclarations réitérées de soutien américain au gouvernement et aux institutions afghanes: en quelques jours le régime de Kaboul s'est effondré, dès que les troupes américaines ont commencé leur retrait, les troupes loyalistes refusant de se battre, les autorités provinciales n'opposant qu'une résistance minime voire prêtant allégeance aux Talibans.

Symbole de cet effondrement: la fuite précipitée du président Ashraf Ghani, sans même prendre le temps de pré-

(Suite en page 3)

A propos des manifestations contre le « pass sanitaire » La lutte contre l'autoritarisme bourgeois ne peut se mener que sur des positions prolétariennes de classe !

Depuis plusieurs semaines des dizaines de milliers de personnes (plus de 200 000 selon les sources policières), soit beaucoup plus que les « anti-vax » qui refusent par principe toute vaccination, manifestent en pleine période de congés dans des dizaines et des dizaines de villes, grandes ou petites, contre le « pass sanitaire » et les autres mesures gouvernementales annoncées face à la pandémie comme les menaces de licenciement (ou de mise pied sans solde) des personnels qui refuseraient de se faire vacciner, des amendes voire des peines de prison pour non présentation du pass sanitaire, etc.

Les infirmières qui avaient dû l'an

dernier s'occuper de malades sans pouvoir se protéger de manière adéquate, risqueront maintenant d'être licenciées si elles ne le sont pas assez ! Des mouvements de grève ont eu lieu dans plusieurs établissements hospitaliers

Ces mesures autoritaires (qui au passage contredisent les affirmations faites quelques semaines auparavant...) (1) s'inscrivent dans une logique répressive mise en œuvre par les gouvernements successifs sous des prétextes divers, bien avant l'apparition de la pandémie. Il s'agit d'une **tendance de fond** qui répond à l'aggravation **inexorable** des ten-

(Suite en page 2)

Il y a cent ans le Parti Communiste d'Italie était fondé à Livourne

Le 21 janvier 1921, les délégués de la fraction communiste du Parti Socialiste Italien, convoqués à Livourne au théâtre Goldoni pour son 17^e Congrès, après le vote majoritaire rejetant les conditions posées au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, quittaient la salle du Congrès et proclamaient la création du Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale communiste.

Trente ans plus tard, après que l'Internationale Communiste, ayant répudié tous ses principes fondateurs, ait été déclarée dissoute à Moscou pendant la dernière guerre mondiale, le parti qui prétendait continuer Livourne prit

officiellement le nom de Parti Communiste *Italien*. L'appellation « d'Italie », en plus de souligner l'important principe de non-nationalité qui inspire le mouvement communiste, répondait expressément à la 17^e des 21 conditions d'adhésion.

Le Parti Communiste Italien a complètement modifié les principes, la politique et l'activité ; pour soutenir le contraire et revendiquer le droit de se référer à la naissance du PC D'I, il fut contraint à une falsification totale de ce que Livourne a dit et significatif.

Cette falsification est à l'oeuvre de-

(Suite en page 6)

A propos des manifestations contre le « pass sanitaire »

La lutte contre l'autoritarisme bourgeois ne peut se mener que sur des positions prolétariennes de classe !

(Suite de la page 1)

sions sociales au fur et à mesure que les difficultés du capitalisme lui imposent d'accroître l'exploitation des prolétaires tout en réduisant toujours plus les dépenses sociales, dénoncées bien évidemment comme des « charges » intolérables par les bourgeois (Macron, 12/6/18 : les aides sociales coûtent « un pognon de dingue »).

Cette tendance s'est manifestée avec une force et une efficacité sans précédent lorsque dans de nombreux pays, de l'Amérique Latine à l'Asie en passant par l'Afrique ou le Moyen-Orient, les gouvernements ont décrété des confinements pour casser les luttes prolétariennes et surmonter leurs problèmes pour maintenir la paix sociale.

De même l'imposition de confinements successifs, d'un état d'urgence permanent et la prise de mesures autoritaires par le gouvernement français, a ses racines dans le fait qu'il a été successivement confronté au mouvement des Gilets Jaunes et aux luttes contre l'attaque sur les retraites. C'est cela qui explique aussi le passage récent de lois répressives dites de « sécurité globale » et contre le « séparatisme ». En effet le gouvernement n'entend pas arrêter ses attaques antisociales, même si la réduction des indemnités de chômage a été repoussée à début octobre et l'attaque contre les retraites remise à plus tard (Martinez, le pompier social en chef, avait prévenu que sinon se serait « jeter de l'huile sur le feu » !) (2) ; la baisse des Aides au Logement effective depuis le début de l'année devrait rapporter en 2021 plus d'un milliard d'euros à l'Etat, alors que les subventions et les aides au patronat se sont multipliées.

Dans cette situation où menace toujours une vague de licenciements et de plans sociaux – 175 000 emplois seraient menacés selon l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Economiques), *Capital*, 15/7/21 – et où la reprise économique tant vantée se montre de plus en plus problématique, il est vain d'espérer un assouplissement de la classe capitaliste et de son gouvernement.

Les manifestations contre le pass sanitaire se sont déroulées aux cris de *liberté ! démocratie !* au nom de l'individualisme et derrière les drapeaux bleu-blanc-rouge – signe de leur nature politique majoritairement petite bourgeoise ; c'est la raison pour laquelle on y retrou-

ve, comme dans les autres grands pays où de telles manifestations ont eu lieu (Etats Unis, Allemagne, etc.), la présence de courants d'extrême droite. La croyance en une démocratie idéale et les illusions d'une lutte « populaire », interclassiste, qui pourrait faire reculer le gouvernement sont typiques de tout mouvement petit bourgeois, incapable de comprendre que la plus démocratique des démocraties n'est jamais autre chose que le masque de la dictature de la classe dominante bourgeoise.

Cependant ces manifestations drainent aussi, comme chaque fois en pareil cas, des éléments prolétariens qui entendent manifester leur hostilité au pouvoir. Mais en l'absence d'une force de classe, leurs intérêts propres sont noyés dans la mélasse d'un faux unanimité « populaire » où dominent toutes les illusions petites bourgeoises.

Les courants de gauche et d'« extrême » gauche qui y appellent ne le font pas pour y défendre une orientation de classe en rupture avec cet unanimité, bien au contraire. C'est ainsi qu'un texte « unitaire » signé de la France Insoumise, de Solidaires, du NPA, de l'UNEF, etc., fonde son opposition au pass sur la façon « non démocratique » par laquelle aurait été prise la décision de l'instaurer, « par un seul homme » (!), méthode « génératrice de fortes tensions, ce qui est délétère en pleine crise épidémique » (!!), et il termine par un appel à la contribution « des multinationales et des plus riches » à la « solidarité nationale » !!! (3). Comme si Macron décidait tout seul selon ce qui lui passe par la tête, comme si ce n'était pas le capitalisme lui-même qui générerait en permanence les tensions et comme si la solidarité nationale n'était pas une escroquerie propagée par la classe dominante !

En réalité Macron et son gouvernement ne sont que les fondés de pouvoir de la bourgeoisie, naviguant à vue en fonction des intérêts parfois contradictoires de celle-ci. Et les fortes tensions que redoutent nos démocrates indiquent au contraire la voie de salut pour les prolétaires face à la pression et à l'oppression bourgeoise : la voie des affrontements ouverts contre les capitalistes et leur Etat, la voie de la reprise généralisée de la lutte de classe contre le capitalisme.

Le capitalisme et les Etats bourgeois sont en dernière analyse les responsa-

bles de la catastrophe sanitaire mondiale de la pandémie par leur négligence criminelle à tous les niveaux des besoins de santé publique. Depuis le début ils répondent à cette pandémie en accroissant démesurément leur contrôle social, en interdisant, réprimant, à tour de bras ; en un mot en faisant retomber les conséquences d'un mode de production fondé sur la recherche « quoi qu'il en coûte » du profit, sur la population en général, mais plus précisément sur les prolétaires obligés de travailler sans protections ou plongés dans la misère. Les dernières mesures annoncées l'illustrent une nouvelle fois, en menaçant les travailleurs de licenciements et en pesant encore sur leur vie quotidienne (alors que les députés se sont absous du pass sanitaire pour siéger au parlement !) ; même si la vaccination est efficace (1), elle ne peut à elle seule venir à bout de l'épidémie en l'absence toujours criante de moyens hospitaliers et autres : leur passage en urgence est en réalité dictée, non par les besoins sanitaires de la population, mais par les besoins de l'économie capitaliste.

Contre la pression inexorablement

Programme comuniste

Revue théorique du parti
comuniste international

No 106 (Juillet 2021)

- Pandémie, capitalisme et révolution comuniste
- Crise économique mondiale : état des lieux un an après
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (1)
- La guerre d'Espagne (2). La prétendue « gauche comuniste » espagnole et la « révolution démocratique »
- A. Bordiga. Sur le Fil du Temps. Pression « raciale » de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur
- Petit dictionnaire marxiste

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

croissante du capitalisme, dont le pass sanitaire n'est qu'un exemple, les défilés même nombreux seront toujours insuffisants : seule une force suffisamment puissante pourra le faire reculer avant de pouvoir le renverser.

Cette force, c'est celle du prolétariat ayant retrouvé ses armes et ses orientations de classe et reconstitué son parti révolutionnaire, internationaliste et international, pour diriger son combat jusqu'à la victoire finale. Dans un avenir plus ou moins proche le prolétariat sera de nouveau appelé à lutter pour se dé-

fendre ; les bourgeois s'y préparent, les prolétaires doivent s'y préparer aussi, se préparer à lutter sur leur terrain, celui de l'affrontement classe contre classe.

Contre toutes les offensives anti-prolétariennes, retour à la lutte de classe contre le capitalisme et l'Etat bourgeois !

20/08/2021

(1) Au moment où nous écrivons,

diverses études relativisent cette efficacité. S'il semble que les vaccins utilisés protègent bien contre les formes graves, leur efficacité contre le «variant delta» («indien») serait assez faible et surtout de durée limitée, obligeant à une vaccination de rappel au bout de quelques mois seulement.

En Israël, pays où la vaccination avec le vaccin Pfizer a été massive, l'immunité serait tombée en août à 39% en moyenne et seulement à 16% pour ceux qui avaient reçu leurs injections en janvier. cf. Financial Times, 24/8/21

Les Américains se retirent d'Afghanistan pour avoir les mains libres ailleurs

(Suite de la page 1)

venir ses ministres et quelques heures à peine après un entretien avec Joe Biden où le président américain l'assurait de son soutien sans failles, à la suite de l'entrée sans combat des Talibans dans la capitale... Et si les Américains et leurs alliés ont pu rapatrier des milliers de ressortissants et de protégés, c'est grâce à la bonne volonté de ces Talibans qu'ils avaient chassés du pouvoir il y a vingt ans!

Cet effondrement est la démonstration que le régime de Kaboul ne tenait que par la force des troupes américaines et les transferts financiers internationaux décidés sous l'égide des Etats-Unis, sans jouir d'un appui un tant soit peu solide dans la population. Si grâce à cette manne une économie à l'image de celle occidentale avait pu se développer à Kaboul et dans les grandes villes, créant une couche petite-bourgeoise occidentalisée, ce n'était qu'un îlot alors que la grande masse de la population, à la campagne où vivent les 3/4 des habitants mais aussi dans les villes, en restait à l'écart, vivant dans une pauvreté abjecte: selon les estimations des ONG, 9 millions de personnes, soit plus du tiers de la population, n'ont pas les moyens de satisfaire leurs besoins vitaux élémentaires et souffrent de la faim.

LE RÉGIME DE KABOUL : MISÈRE DES MASSES ET ENRICHISSEMENT DES ELITES CORROMPUES

Les médias occidentaux vantent les progrès de la condition féminine, mais ces progrès concernent essentiellement une mince couche privilégiée de la population urbaine. La situation est bien

différente pour les autres: l'Afghanistan est un des pays où la mortalité maternelle est la plus élevée (ainsi que la mortalité infantile), un pays où seulement 36% des filles vont à l'école (mais le pourcentage des garçons atteint à peine les 50%) (1). On feint de découvrir maintenant la corruption généralisée dans le pays, où par exemple les généraux créaient des corps d'armée fantômes pour toucher une partie des subsides américains et où le premier président, Hamid Karzaï était au vu et au su de tous, lié au trafic de l'opium dont le pays est l'un des plus gros producteurs.

Mais cette corruption n'était que le corollaire obligé de l'occupation américaine: il fallait bien acheter d'une façon ou d'une autre des partisans de la présence occidentale! Il est facile de comprendre pourquoi les masses afghanes ne sont pas levées pour défendre un régime bâti pour l'enrichissement d'une véritable mafia de corrompus...

Historiquement l'Afghanistan a toujours été le jouet des influences de divers pays plus puissants qui l'ont envahi à plusieurs reprises, non pas à cause de ses richesses propres – très limitées – mais à cause du risque de perturbations qu'il représentait dans la région. C'est au nom du maintien de la stabilité régionale (lire: la stabilité de la présence soviétique) que les Russes l'envahirent en 1979, comme les Anglais au siècle précédent pour protéger leur empire des Indes; et c'est au nom de la stabilité internationale que firent de même les Américains au siècle suivant; ces différents envahisseurs prenant prétexte ou s'appuyant sur les rivalités internes entre groupes ethniques et centres régionaux de pouvoir, le faible développement économique et social du pays n'ayant jamais permis son unification.

LE RETRAIT DE L'AFGHANISTAN SIGNE LA MUTATION DES RAPPORTS INTERIMPERIALISTES EN ASIE ET DANS LE MONDE

Ce n'est pas d'hier que l'impérialisme américain cherche à se désengager de l'Afghanistan, redoutant de connaître le sort des Russes qui avaient été saignés par une interminable guérilla (soutenue et armée par les Américains!). L'administration Obama, dont faisait partie Joe Biden, voulait déjà quitter le pays; mais convaincue par les militaires que la victoire était à la portée de la main, elle accentua les opérations militaires, faisant passer le nombre des soldats américains de 30 000 à plus de cent mille, avant d'en réduire le nombre devant le manque de résultats de ce «surge». Il revint au gouvernement Trump d'en tirer la conclusion en ouvrant les négociations avec les Talibans pour un retrait définitif. Le gouvernement Biden décida de respecter cet accord et de quitter rapidement le pays quelles qu'en soient les conséquences immédiates.

Les médias internationaux présentent le retrait américain comme une victoire des Russes et des Chinois, mais rien n'est moins sûr: si ces deux impérialismes chercheront à combler le vide laissé par les Américains, ils craignent surtout la «déstabilisation» provoquée par ce retrait que le gouvernement de Pékin a jugé «irresponsable»; les Chinois redoutent l'influence dans leur pays des rebelles Ouighours combattant aux côtés du Talibans; quant aux Russes ils ont organisé ces dernières semaines des manœuvres militaires avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan à proximité de la frontière afghane: pour ces Etats frontaliers et pour le Turkménistan, vassaux de la Russie, faibles et instables, la victoire des Talibans constitue une menace sur leur sécurité intérieure.

Cependant ce retrait s'inscrit dans

(Suite en page 4)

L'impérialisme français sur de multiples fronts (3)

LA FRANCE ET LE RWANDA: UNE RÉCONCILIATION POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES

En mars de cette année une commission créée par le gouvernement pour établir la vérité sur le génocide au Rwanda a rendu public son rapport; il a fait grand bruit parce que pour la première fois, contrairement à la thèse officielle défendue mordicus depuis 27 ans par les autorités françaises, le rôle des responsables français de l'époque dans le génocide est enfin reconnu.

Fort de ce rapport public, Macron a pu aller en voyage officiel au Rwanda ce printemps; il y a prononcé le 27/5 un discours devant le mémorial aux 800 000 victimes des massacres, dans lequel il parlait de la «responsabilité écrasante» de la France – tout en affirmant qu'«elle n'était pas complice» du génocide.

Ce discours, salué par le président Kagamé, dirigeant d'une poigne de fer le Rwanda depuis plus de vingt ans, après la prise du pouvoir par le FPR en 1994, a sanctionné la réconciliation entre les deux Etats; elle faisait suite à un «*rapprochement économique*» entamé depuis 2 ans, selon *Le Monde* (1).

Cette thèse de la non-responsabilité de la France, c'est-à-dire de l'Etat et de l'impérialisme français est, faut-il s'en étonner?, celle du rapport de la commission officielle. Le rapport ne parle que

de «*l'aveuglement*» des responsables, plus précisément de «*l'aveuglement idéologique de François Mitterrand et de ses conseillers, imposé au reste de l'appareil d'Etat*».

L'«aveuglement» d'un petit groupe se serait ainsi imposé à l'Etat qui par conséquent ne serait pas coupable! Il y a là la volonté d'absoudre non seulement l'«appareil d'Etat» (sous-entendu: l'armée), mais aussi les responsables politiques alors au gouvernement de cohabitation, les Juppé, Sarkozy et autres... Mais l'action du gouvernement français ne relevait pas d'un quelconque «aveuglement»: les responsables gouvernementaux savaient pertinemment ce qui se préparait et ce qui se passait. Lorsque l'impérialisme français prit peu à peu la place de l'impérialisme belge au Rwanda, il ne mégotta pas son appui à un gouvernement dictatorial qui pour se maintenir n'hésitait pas à s'appuyer sur les tensions ethniques au point d'inciter à de sanglants pogroms contre les Tutsis.

Lorsqu'émergea la guérilla du FPR tutsi, le gouvernement français envoya armes et soldats soutenir le gouvernement de Kigali; selon l'analyse des milieux impérialistes français, il fallait faire échec – par tous les moyens – à ce qu'ils voyaient comme une tentative des impérialistes anglo-saxons de saper la présence française dans la région (le FPR étant soutenu par l'Ouganda

dont Kagamé était le chef des renseignements militaires). Lorsque débutèrent les massacres, les troupes belges qui étaient la colonne vertébrale des troupes de l'ONU présentes sur place pour s'interposer entre les belligérants, quittèrent le pays, laissant la voie libre aux tueurs gouvernementaux dans la capitale; mais certains témoignages font état de la présence de militaires français (il y en avait alors quelque uns, en tant que «conseillers militaires», dans le pays) sur des barrages gouvernementaux où étaient arrêtés et tués les habitants tutsis.

Quoi qu'il en soit, l'impérialisme français a très probablement continué à livrer des armes (comme Israël) aux génocidaires malgré l'embargo décrété par l'ONU. Et lorsqu'il obtint l'accord de cette dernière pour une intervention militaire (dite «opération Turquoise») dans le but de mettre fin au génocide, c'est en réalité pour «exfiltrer» les responsables de celui-ci qu'elle fut mise en place (2).

Il n'y a donc aucun doute à avoir: contrairement aux conclusions du rapport et aux affirmations de Macron, l'impérialisme français a été bel et bien **complice** du génocide!

Mais Kagamé n'a pas tenu rigueur à son «ami» Macron de ses mensonges; plus important pour le régime est d'attirer des investisseurs comme le dit *Le Monde* (3); et aussi, ce que ne dit pas le quotidien, de trouver un appui au niveau international, alors qu'il est critiqué pour la répression des opposants, avec l'assassinat en Afrique du Sud de plusieurs d'entre eux.

LES TROUPES RWANDAISES AU SECOURS DE TOTAL

Mais ce qui a été encore plus important et qui a été discuté discrètement à Kigali, n'est devenu évident que quelques semaines plus tard: l'envoi de soldats rwandais au Mozambique pour y sécuriser un important projet de Total qui avait dû être interrompu par l'avancée de rebelles dits «djihadistes». Total pilote un méga-projet de construction d'un ensemble de production de gaz liquéfié d'une valeur totale de près de 20 milliards d'euros dans les environs de la ville de Palma, au nord du pays. Après qu'un raid d'un groupe armé se revendiquant de l'Etat Islamique ait fait des dizaines de morts le 24 mars à Palma, il avait été obligé d'annuler le 2/4 l'arrêt des travaux et le rapatriement de son personnel. Il avait fait appel à des mercenaires pour épauler les troupes mozam-

Afghanistan ...

(Suite de la page 3)

une mutation en cours des rapports interimpérialistes qui prépare les alignements d'un futur conflit mondial.

Les prolétaires ne doivent pas s'y tromper en effet: le retrait d'Afghanistan ne signifie pas que l'impérialisme américain va cesser ses interventions, militaires ou non, dans le monde entier; il signifie au contraire que sachant qu'il ne peut intervenir en même temps partout, il a voulu se débarrasser d'un boulet pour avoir les mains libres ailleurs, là où les affrontements sont

plus importants. Au moment où les Etats-Unis se retirent sans gloire d'Afghanistan, la vice-présidente américaine achevait une tournée en Asie au cours de laquelle elle a apporté le soutien de Washington contre la Chine à des pays comme le Vietnam – dont ils avaient été éjectés il y a 46 ans.

Cette coïncidence a valeur de symbole; l'impérialisme américain même

affaibli par la montée en puissance de ses rivaux, reste l'impérialisme dominant, capable de revenir après ses défaites. Les scènes de chaos à l'aéroport de Kaboul ne sont pas une débâcle; l'impérialisme américain est et sera toujours aussi agressif, il n'hésitera pas à déclencher un nouveau conflit mondial pour défendre ses intérêts et sa domination. Si cette perspective n'est pas immédiate, elle se rapproche néanmoins, au rythme des crises économiques.

L'impérialisme américain se retire de Kaboul, mais il est toujours l'ennemi n°1 des masses et du prolétariat mondial, le pilier du capitalisme international.

Il devra être abattu par la révolution communiste des prolétaires américains et du monde entier pour que l'humanité en finisse à jamais avec les guerres.

30/08/2021

(1) <https://www.oxfam.org/fr/decouvrir/pays/afghanistan>

bicaines régulières, mais sans succès.

Le gouvernement mozambicain n'était pas favorable à une intervention militaire étrangère, mais il s'y est finalement résolu après des discussions de son président avec Macron et le PDG de Total (4). Quelques jours plus tard le Rwanda annonçait l'envoi d'un corps expéditionnaire d'un millier d'hommes dans la région; le 9 août il annonçait avoir mis en fuite les guérilleros et établi une zone de sécurité de 50 km de long dont il aura le contrôle, autour du projet de Total. Selon les «experts» cela aurait été négocié «*au plus haut niveau*» entre le Mozambique, le Rwanda et la France, cette dernière étant prête, le cas échéant, à envoyer ses propres soldats (5)...

27 ans après le génocide perpétré avec la complicité française pour empêcher la victoire du FPR au Rwanda, le gouvernement issu du FPR envoie ses soldats combattre pour défendre les intérêts de l'impérialisme français: démonstration que quels que soient les crimes commis, les bourgeois arrivent toujours à s'entendre s'ils y trouvent intérêt – et tant pis pour les victimes...

LA FIN OFFICIELLE DE L'«OPÉRATION BARKHANE» AU MALI N'EST PAS LA FIN DE L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE

Le 24 mai dernier les militaires maliens qui avaient renversé en août 2020 l'impopulaire président Boubakar Keita, destituent le «président de transition» et son gouvernement pis en place après le coup d'Etat. Ce nouveau putsch fut aussitôt condamné par les pays africains comme par les Etats-Unis et les pays européens; la France annonçant même la suspension de ses actions militaires communes avec l'armée malienne.

Mais ces opérations ont repris fin juillet, après cependant que Macron ait annoncé la fin de «l'opération Barkhane», appellation de l'intervention militaire française dans le pays. Cela ne signifie cependant la fin de la présence militaire de Paris dans la région.

Si le nombre de soldats au Sahel devrait passer «à terme» à 2500-3000 hommes contre plus de 5000 aujourd'hui et que 3 bases militaires au Mali devaient être fermées, cette réduction est dépendante d'un engagement militaire européen – qui est tout sauf acquis – et de l'évolution de la situation sur le terrain; elle devrait s'accompagner en outre de l'envoi de militaires dans les états-majors des armées de la région pour accroître leur «efficacité».

Cherchant à éviter un coûteux enlèvement, les dirigeants français veulent

surtout effectuer un redéploiement militaire vers d'autres pays de la région plus importants pour les intérêts impérialistes français que le nord désertique du Mali: Niger, Côte d'Ivoire, etc. Il est difficile de dire ce qu'il en sera en définitive; la seule chose qui est sûre c'est que l'impérialisme français n'entend pas abandonner une région qu'il continue à dominer des décennies après l'indépendance des pays qui s'y trouvent.

La conclusion est claire: la dénonciation de la domination impérialiste, alors même qu'elle est présentée par tous les médias comme une nécessité de la «lutte contre le terrorisme», est un devoir impérieux pour les prolétaires d'ici. Elle doit se manifester par la solidarité de classe avec les populations qui en sont victimes (6), avant même de pouvoir se traduire par la reprise générale de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

(1) *Le Monde*, 26/5/21. Macron était accompagné à Kigali par les représentants d'une dizaine d'entreprises françaises et de l'«Agence Française pour le Développement», organisme chargé du soutien au développement... des investissements impérialistes.

(2) Par exemple le témoignage d'un soldat de l'opération Turquoise a révélé

que, les soldats français n'ont pas reçu l'autorisation des chefs militaires de secourir des réfugiés tutsi qu'ils avaient découvert, les laissant se faire massacrer. Par contre il fallait détourner l'attention des journalistes du passage d'un convoi d'armes à destination des génocidaires. cf. *Europe 1*, 28/6/2017 et *Jeune Afrique*, 2/4/2021

(3) Le gouvernement rwandais a adopté des mesures libérales très favorables aux investisseurs étrangers; mais, pour l'instant les investissements et projets d'investissement français sont limités. Les principaux pays investisseurs sont le Portugal, la Grande Bretagne l'Inde et les Emirats Arabes Unis, la principale richesse et le principal secteur d'exportation de ce petit pays étant la production de thé et de café.

(4) cf. *Jeune Afrique*, 7/7/21

(5) cf. <https://www.dw.com/en/rwandas-military-intervention-in-mozambique-raises-eyebrows/a-58957275>. Les troupes mozambicaines sont redoutées par la population en raison des exactions qu'elles commettent.

(6) Selon une enquête de l'ONG Acléd, davantage de civils ont été tués au Sahel par les armées régulières censées les protéger que par les «terroristes djihadistes» <https://www.franceinter.fr/monde/les-armees-regulieres-seraient-tout-aussi-meurtrieres-voire-plus-que-les-terroristes-au-sahel>

Il y a cent ans le Parti Communiste d'Italie était fondé à Livourne

(Suite de la page 1)

puis bien longtemps et ce sont les membres du PCI qui s'en sont chargés – en parfaite concordance avec leur négation du marxisme et de la signification, non seulement russe, mais internationale, d'Octobre 1917 et des premières années de la dictature prolétarienne sous la direction de Lénine. Aux renégats à la Kautsky, à la Staline, à la Togliatti, à la Thorez et compagnie, et à toute la bande d'historiens au service de la « raison d'Etat » russe et des démocraties occidentales, se sont naturellement joints des historiens, des « experts en communisme » et une série interminable de gratte-papiers pour exalter, ou pour condamner le soi-disant « socialisme réel » que la Russie aurait réalisé et vers lequel les pays d'Europe orientale (mais sous le talon de fer de l'impérialisme de Moscou) et d'Asie se seraient dirigés.

A cent ans de distance la falsifica-

tion du sens de la Révolution d'Octobre, de l'Internationale communiste, de Livourne 1921, en un mot, du marxisme révolutionnaire suivi par les partis de la classe prolétarienne comme le parti bolchévique du vivant de Lénine et le P. C. d'Italie lorsqu'il était dirigé par la Gauche Communiste, a continué sa besogne d'effacement des glorieuses traditions révolutionnaires de la mémoire du prolétariat international – à commencer par le prolétariat russe frappé par l'extermination de la vieille garde bolchévique par le stalinisme. La révolution prolétarienne communiste, qui avait hissé en Russie le premier drapeau rouge de la révolution mondiale, avait succombé en l'absence de l'aide du mouvement révolutionnaire en Occident.

Depuis lors, la tâche des quelques révolutionnaires communistes restés sur le terrain marxiste, a été avant tout de tirer le bilan de l'ensemble des er-

(Suite en page 6)

Il y a cent ans le Parti Communiste d'Italie était fondé à Livourne

(Suite de la page 5)

reurs et des déviations qui ont conduit à la défaite ; ce bilan a souligné avec encore plus de force la nécessité de défendre l'intransigeance de la théorie et de la pratique alors qu'au contraire, elle avait peu à peu été abandonnée après la victoire en Russie d'une révolution qui historiquement était confrontée au besoin du développement inévitablement capitaliste pour surmonter l'extrême retard économique du pays.

Par cette intransigeance théorique et pratique, la Gauche Communiste s'est distinguée comme la force politique la plus cohérente présente dans l'Occident capitaliste, le seul courant capable de défendre et restaurer la doctrine marxiste.

Il y a trente ans, l'empire capitaliste de l'URSS s'est effondré sous les coups d'une série de crises dont il n'a pu se protéger derrière un « rideau de fer » ; le développement du capitalisme russe (initialement révolutionnaire par rapport à l'immense retard du pays sous le tsarisme) ne pouvait manquer d'entraîner avec lui tous les facteurs de crise typiques du capitalisme que les pays occidentaux connaissaient déjà depuis le siècle précédent ; ces facteurs de crise se sont multipliés au fur et à mesure que les liens de l'économie russe avec le marché international s'intensifiaient. Le sort de l'autre bastion, plus récent, du stalinisme, en Chine, connu sous le nom de maoïsme, ne pouvait être différent. Se présentant en exemple de la « voie nationale au socialisme » (en réalité au capitalisme d'Etat) il a représenté un modèle pour les mouvements de libération nationale des peuples colonisés, surtout en Orient – allant dans la direction opposée à celle indiquée au début des années 1920 par l'Internationale Communiste –, prenant la place de Moscou là où celle-ci n'avait pas réussi à s'implanter. En l'espace de trente ans, le maoïsme devait lui aussi abandonner ses prétentions « socialistes » et « anti-impérialistes » pour suivre une politique ouvertement capitaliste et impérialiste.

Aujourd'hui, après que la défaite du mouvement révolutionnaire des années 1920 ait produit ses conséquences les plus tragiques sur les générations prolétariennes successives, et après que les renégats de tous les pays qui se

sont fait passer pour les champions du socialisme aient achevé leur immense travail de falsification, ce sont directement les intellectuels bourgeois qui se donnent la peine de célébrer le centenaire de la Révolution d'Octobre comme celui de Livourne 1921.

Contre l'énorme masse de falsifications du marxisme, précédées de déviations dans le domaine tactique et politique, et donc, inévitablement, dans le domaine théorique, et malgré les tentatives de défense du marxisme authentique faites par Trotsky, mais affaiblies par des déviations tactico-organisationnelles de nature démocratique et populaire, seul le courant de la gauche communiste italienne a pu résister sur le terrain du marxisme révolutionnaire. Cela n'est pas dû à des « grands hommes », au génie d'un « Lénine italien », mais à une continuité de la lutte théorique, politique et pratique sur la route du marxisme, non seulement en maintenant fermement la barre du gouvernement communiste sur les objectifs finaux de la lutte révolutionnaire prolétarienne, mais s'appuyant sur les leçons des révolutions et des contre-révolutions qu'aucune autre formation politique ne pouvait tirer, en unissant la théorie et la pratique de manière dialectique et non scolastique.

Et c'est grâce à cette histoire politique que nous, petit groupe de communistes révolutionnaires se « *tenant fortement par la main* », comme disait Lénine en 1902 dans « Que faire ? », nous continuons à maintenir vivante cette tradition révolutionnaire d'une classe, le prolétariat, qui a une tâche historique qu'aucune autre n'a eue dans le passé : transformer cette société divisée en classes en une société sans classes, en une société communiste, en une société de l'espèce humaine toute entière. Transformation qui n'est pas une évolution graduelle, mais un « saut » révolutionnaire, pour lequel il est indispensable de préparer de longue main le parti de classe.

* * *

Nous renvoyons le lecteur à la vaste littérature que le Parti Communiste International, depuis sa reconstitution après la Seconde Guerre mondiale, a produite (voir en italien *Prometeo* de 1946 à 1952, *Il Programma Comunista* de 1952 à 1983, en français *Programme Communiste* depuis 1957 et *Le Prolé-*

taire depuis 1963 sans parler des publications dans d'autres langues) et au site internet du parti www.pcint.org ; nous signalons en particulier l'étude consacrée à la naissance du PC d'I parue sur les n°93, 94, 95 et 97 de *Programme Communiste*.

Livourne 1921 a été la réponse en Italie, à la nécessité de constituer un parti de classe capable de conduire le mouvement prolétarien à la révolution et à la conquête du pouvoir sans compromis théoriques et politiques aux illusions de la démocratie bourgeoise et parlementaire. Cette réponse ne fut pas été pleinement comprise par les dirigeants de la révolution en Russie et de la création de l'Internationale communiste ; et encore moins par les communistes allemands qui auraient dû être à l'avant-garde de la révolution communiste prolétarienne en Europe occidentale mais qui, en réalité, commirent l'erreur fatale de vouloir utiliser la puissante organisation social-démocrate existante pour entraîner le prolétariat vers la révolution communiste : le mythe de l'unité du parti, puis de l'union des « partis ouvriers », joua exclusivement contre la révolution et la clarté du programme communiste, renforçant les illusions existantes dans le prolétariat et donc le désarmant devant les inévitables trahisons.

Nous nous revendiquons directement de Livourne 1921, non seulement en raison de la scission nécessaire et urgente d'avec les réformistes et les centristes (« révolutionnaires en paroles, contre-révolutionnaires en pratique »), mais aussi en raison de tout le travail théorique, politique et organisationnel qui l'a préparé, et qui a été la base de notre critique des déviations de l'Internationale sur la question du Front Unique politique, de l'adhésion de « partis sympathisants » et de ses oscillations tactique répétées dans l'espoir de rattraper le retard de la maturation révolutionnaire du mouvement communiste en Occident, puis de notre résistance au stalinisme qui, à partir de 1926, fit complètement tourner la barre vers la contre-révolution.

Notre travail se poursuit dans la même voie que celle prise alors, qui est en réalité la voie tracée par le marxisme depuis le Manifeste du Parti Communiste de 1848, et réaffirmée avec force lors des deux premiers congrès de l'Internationale communiste

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

Programme du parti adopté à Livourne

Après avoir rappelé la nécessité d'adhérer aux 21 «conditions d'admission» de l'Internationale, la motion présentée au Congrès par la Fraction Communiste fixait au parti «les tâches principales» suivantes:

a) **préparation** sur le terrain spirituel et matériel des moyens indispensables pour assurer le succès de l'action révolutionnaire du prolétariat;

b) **constitution au sein de toutes les associations prolétariennes de groupes communistes** pour la propagande, la préparation révolutionnaire et l'encadrement des forces prolétariennes de la part du Parti;

c) **annulation immédiate** du pacte d'alliance avec la Confédération Générale du Travail, cette expression inadéquate des rapports entre syndicats et parti: **appel** aux organisations prolétariennes révolutionnaires qui sont en dehors de la Confédération pour qu'elles y entrent pour soutenir la lutte des communistes contre l'orientation actuelle et les dirigeants actuels de celle-ci. **Engagement** de tous les adhérents au Parti qui, organisateurs et organisés, militent dans les organisations du mouvement économique à soutenir en toute circonstance en leur sein les critères et les décisions du Parti et à lutter sur cette base pour assurer aux éléments désignés par le Parti les charges de direction des syndicats. **Rupture** de la Confédération, dès qu'elle sera gagnée aux directives du Parti Communiste, avec les syndicats jaunes d'Amsterdam et adhésion à la section de l'Internationale Communiste selon les modalités prévues par cette dernière;

d) **participation aux élections politiques et administratives sur une base complètement opposée à la vieille pratique social-démocrate**, et avec l'objectif de mener la propagande et l'agitation révolutionnaire, de hâter la désagrégation des organes de la démocratie bourgeoise;

e) **soumission à la discipline** avec l'élaboration de nouveaux statuts internes pour le Parti, les Fédérations et les Sections, de tous les rapports d'organisation touchant: la presse du Parti; le fonctionnement des représentations élues dans les communes, les provinces et au parlement; le mouvement des jeunes et des femmes; l'institution d'une période de candidature pour les nouvelles adhésions au Parti et de révisions périodiques de tous les membres du Parti, la première de celles-ci ayant lieu immédiatement après le Congrès.

La motion était accompagnée du projet de programme du parti, qui sera adop-

té après la scission et que nous reproduisons ci-dessous. La motion était combattue par le courant majoritaire dit des «socialites-communistes unitaires» qui refusait les 21 conditions, et notamment la 17ème demandant la rupture avec les courants réformistes. La motion communiste recueillit près de 59000 voix contre 98000 pour celle des «unitaires» et 14700 pour celle des réformistes.

Après le vote Bordiga fit une courte déclaration indiquant qu'en refusant les conditions d'adhésion la majorité du Congrès s'était mise hors de l'Internationale (dont le PSI faisait jusqu'ici partie); et il appela les communistes à se réunir dans un autre lieu où fut proclamé la fondation du PC d'Italie, véritable section de l'Internationale Communiste.

Le programme en 10 points en constituait le fondement théorique:

Le Parti Communiste d'Italie (Section de l'Internationale Communiste) est constitué sur la base des principes suivants:

1) Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle entraînant l'opposition d'intérêts et la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2) Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3) Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive, sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4) L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe.

Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus consciente, du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la conscience révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte.

5) La guerre mondiale, causée par les contradictions internes incurables du système capitaliste qui ont produit l'impérialisme moderne, a ouvert la crise de désagrégation du capitalisme au cours

de laquelle la lutte de classe ne peut que se résoudre en conflit armé entre les masses laborieuses et le pouvoir des Etats bourgeois.

6) Après le renversement du pouvoir bourgeois le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en basant les organes représentatifs de l'Etat sur la base productive et en excluant de tout droit politique la classe bourgeoise.

7) La forme de représentation politique de l'Etat prolétarien est le système des Conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà en acte dans la Révolution russe, début de la révolution mondiale et première réalisation stable de la dictature prolétarienne.

8) La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toutes les attaques intérieures ou extérieures.

9) Seul l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

10) Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle de l'activité humaine.

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional
No 23 / Julio de 2021

- Capitalismo y pandemia: negocios de oro llamados vacunas!
- Detrás del cierre de Airbus está la ofensiva anti proletaria del conjunto de la burguesía española
- León Trotsky: Las lecciones de la Comuna
- El Comunista Nueva Edición nos cuenta su historia a base de falsedad y confusión
- 1º de mayo de 2021: ¿qué la lucha para el proletariado?

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS;
América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn:
US \$ 2.

Amadeo Bordiga sur le chemin de la révolution

(Nous publions ci-dessous la présentation de la brochure publiée en italien à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort d'Amadeo Bordiga)

Les décharges à haute tension qui ont jailli des pôles de notre dialectique nous ont appris que le camarade, le militant communiste et révolutionnaire, est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état civil de cette société en putréfaction, celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres de la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social

« Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable » (1965) (*Défense de la Continuité... Texte du PCInt n°7*)

Ce travail se relie aux nombreux travaux précédents du parti en défense de ce que l'œuvre de la Gauche Communiste Italienne et le militantisme révolutionnaire du camarade Amadeo Bordiga ont représenté et représentent, en développant les parties qui, pour différentes raisons pratiques, étaient restées incomplètes (1).

Le 23 juillet 1970, le camarade Amadeo s'éteignait à Formia, dans la province du Latium ; son corps, usé par une longue maladie, ne pouvait plus soutenir cette formidable machine de guerre de classe qu'il avait été pendant presque soixante ans, depuis qu'il avait commencé à militer en 1912 dans les rangs de la Jeunesse Socialiste. Depuis lors, il faisait partie de cette avant-garde marxiste qui donna naissance au courant de la Gauche Communiste et qui, à l'époque de Lénine, en parfaite concordance avec les thèses bolcheviques, fonda en janvier 1921, le **Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste**.

Le communisme en Italie est **né adulte** (2) : sur la base inflexible du marxisme, mais de manière indépendante du vaste travail de restauration marxiste de Lénine, les forces qui le constituaient réalisèrent la formation théorique, programmatique, politique, tactique et organisationnelle du parti qui fut le seul dans l'Occident capitaliste développé à apporter au mouvement communiste international une contribution à la hauteur du bolchevisme. C'est grâce à ces origines et à la continuité théorique et pratique avec celles-ci qu'après le terrible effondrement du mouvement communiste international sous les coups convergents de la contre-révolution bourgeoise (démocratique et fasciste en même temps) et du stalinisme, la Gauche communiste d'Italie a pu tirer toutes les leçons de celle-ci et s'atteler à la restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excel-

lence – le parti de classe.

Le bolchevisme est « **une plante de tous les climats** » – affirmait Amadeo en 1919 dans l'un de ses articles les plus célèbres (3) – car « *bolchevisme et socialisme sont la même chose* ». Le bolchevisme ne devait pas être considéré comme une sorte de nouveauté qui, après la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, attirait de nombreux intellectuels et politiciens, ni comme une version « russe » du socialisme, mais comme l'expression vivante et vitale du socialisme scientifique de Marx et Engels appliqué aux conditions sociales et historiques de la Russie de l'époque, mûre non seulement pour la révolution bourgeoise ayant pour tâche de détruire la superstructure tsariste, mais – étant donné les luttes des paysans qui avaient déjà fait leurs preuves en 1905 et les luttes d'un prolétariat combatif en présence du parti de classe représenté par le parti bolchevique – d'y greffer au cours du *même processus révolutionnaire* qui s'était développé avec la guerre impérialiste, la **révolution prolétarienne**.

Les tâches particulières que le bolchevisme devait accomplir en Russie n'étaient pas dictées par une version nationale et spécifiquement russe du marxisme ; c'étaient les tâches que le marxisme avait déjà définies depuis 1848-49 dans la révolution prolétarienne en Europe. En vertu du développement du capitalisme aux États-Unis et en Russie, les deux pays étaient selon cette analyse marxiste, des « *piliers de l'ordre social existant en Europe* », mais avec des rôles différents ; si tous deux « *fournissaient à l'Europe des matières premières et servaient en même temps de marché à ses produits industriels* », les États-Unis absorbaient les forces surnuméraires du prolétariat européen, alors que la Russie constituait la réserve ultime de la réaction européenne, une garantie pour l'or-

dre bourgeois en Europe et dans le monde. Cependant dès la préface de 1882 à l'édition russe du Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels ne pouvaient pas ne pas tenir compte de la modification de la situation historique : après les défaites des révolutions européennes de 1848-49 et de la Commune de Paris de 1871, c'était la Russie qui désormais représentait « *l'avant-garde du mouvement révolutionnaire en Europe* ».

Lénine et le bolchevisme n'ont rien découvert de nouveau ou d'inattendu ; ils ont appliqué avec la plus grande rigueur les préceptes programmatico-politiques que le marxisme avait définis non seulement pour les pays au capitalisme développé mais aussi pour ceux au capitalisme retardataire. En Russie le renversement du tsarisme en tant que réserve de la réaction européenne était un objectif qui s'ajoutait historique-

« Il Comunista »

Nr.168 - Aprile/Maggio 2021

Nell'interno

- L'aspra via dell'emancipazione proletaria passa attraverso la lotta di classe rivoluzionaria, la conquista del potere politico e l'instaurazione della dittatura proletaria
- Alle borghesie dominanti torna talmente comoda l'epidemia di Covid-19 che hanno fatto di tutto per diffonderla nel mondo...
- Italia: equivoca alchimia delle combinazioni montecitoriali
- Crisi economica mondiale: a che punto è un anno dopo (Rapporto alla Riunione Generale di dicembre 2020)
- Per non dimenticare. La Comune di Parigi, 18 marzo-28 maggio 1871
- Solidarietà di classe con i proletari e le masse palestinesi oppresse!
- No alla militarizzazione di Ceuta e Melilla! Solidarietà agli immigrati repressi da esercito e polizia!
- 1° maggio 2021: quale lotta per il proletariato?
- Nel comparto tessile di Prato e provincia si lavora 12 ore al giorno con scarse o inesistenti misure di sicurezza
- Canada, porto di Montréal: la democrazia borghese spezza lo sciopero dei portuali con le leggi speciali
- Ai navigatori del sito di partito www.pcint.org

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

ment au progrès économique que seule une société bourgeoise développée, en détruisant les anciennes formes de propriété, notamment dans le domaine foncier, et les rapports de production correspondants, pouvait initier. C'était un objectif qui intéressait le prolétariat pas seulement en Russie mais à l'échelle internationale.

Après l'éclatement de la guerre mondiale, le prolétariat russe, riche de l'expérience du mouvement révolutionnaire de 1905 démontra par ses luttes à l'intérieur et sur les fronts de guerre, en liaison avec les luttes de la paysannerie pauvre, qu'il était effectivement l'avant-garde du mouvement révolutionnaire en Europe, comme l'avait annoncé la Préface de 1882.

Avec sa révolution en 1917 il donna le signal de la « révolution ouvrière en Occident », ce que Lénine répéta mille fois avant, pendant et après la victoire d'Octobre. Et pour que la révolution en Occident devienne une réalité, la dictature prolétarienne instaurée en Russie devait non seulement réaliser ses aspirations, tendre toutes ses forces pour appliquer le programme politique et économique nécessaire dans les conditions existantes mais, en même temps, au milieu de la guerre civile contre les bandes blanches et des attaques des impérialismes occidentaux, jeter les bases du Parti Communiste Mondial avec l'organisation de la Troisième Internationale, non par hasard appelée **communiste**. Tous les textes de la Gauche marxiste italienne, avant et durant la guerre, sont parfaitement en ligne avec les positions de Lénine et du parti bolchevique, même s'il n'y avait aucun contact entre eux. Cela démontre de manière indiscutable l'adhésion totale et la pleine cohérence avec le marxisme de la Gauche marxiste italienne le seul courant politique qui, dans l'Occident capitaliste développé, a représenté le marxisme révolutionnaire tant sur le plan théorique et programmatique que sur le plan politique, tant sur le plan tactique que sur le plan organisationnel, au point d'être le noyau central vital sur lequel se constituera en janvier 1921 le **Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste**.

La révolution socialiste en Russie ouvrit «l'ère des révolutions», que le bouleversement mondial provoqué par la première guerre impérialiste mondiale, avait contribué à lancer. Comme c'est toujours le cas dans les périodes de crise sociale, de guerre et de révolution, le parti de classe avait non seulement la tâche de guider le mouvement prolétarien en l'orientant vers des objectifs révolutionnaires, mais aussi celle de lutter énergiquement contre toutes les ten-

dances opportunistes et révisionnistes susceptibles de dévier le mouvement prolétarien de sa voie historique.

L'histoire des mouvements de classe et des révolutions, ou des tentatives révolutionnaires pour la conquête du pouvoir politique et l'établissement de la dictature prolétarienne, a démontré que la lutte contre les tendances opportunistes a été indispensable et vitale pour que le mouvement du prolétariat révolutionnaire soit victorieux ; une lutte que le parti de classe ne peut et ne doit jamais suspendre et qui doit respecter, dans tous les domaines d'activité du parti, une cohérence totale avec les préceptes de la théorie marxiste.

Dès que la théorie du communisme révolutionnaire, dès que le socialisme est passé « de l'utopie à la science » – que nous résumons habituellement en l'appelant théorie marxiste – a été formulée et définie au milieu du XIXe siècle, Marx et Engels ont dû lutter contre les différentes interprétations du socialisme, au point de devoir les critiquer en profondeur dans la rédaction même du *Manifeste du Parti Communiste*. Et c'est une tâche qui a été accomplie par tous les grands marxistes parmi lesquels au 20me siècle Lénine s'est distingué par sa ténacité, sa capacité et sa cohérence pendant plus de vingt ans, dans les années de la deuxième vague opportuniste à la Kautsky et de la faillite de la Deuxième Internationale, de la tragédie de la première guerre impérialiste mon-

diale et des années glorieuses de la première révolution prolétarienne et socialiste victorieuse ; et Bordiga, dans les années marquées par la lente mais inexorable soumission de l'Internationale communiste aux mirages des expédients tactiques censés accélérer le processus révolutionnaire en Occident, dans les années de la troisième vague opportuniste meurtrière qui répondait au fascisme par l'antifascisme démocratique, à la préparation révolutionnaire, par la préparation électorale et la corruption démocratique ; à l'internationalisme communiste, par la théorie du socialisme dans un seul pays ; à la défense du marxisme et du programme internationaliste du communisme révolutionnaire, par le stalinisme, le national-communisme et la contre-révolution.

Répétant ce que disait Amadeo en 1924 dans son discours sur la mort de Lénine, nous ne suivons pas la voie des commémorations officielles ; nous ne ferons pas une biographie de l'individu Bordiga, nous ne nous consacrons pas non plus à la collecte d'anecdotes et de ragots sur sa vie publique ou privée ; nous ne nous livrerons encore moins au découpage de ses contributions à la restauration théorique du marxisme et à la reconstitution du parti de classe, en parties où les uns voient des « mises à jour » du marxisme et en parties que les autres veulent « aban-

(Suite en page 10)

Théorie et action

Extrait du plan du rapport tenu par Amadeo Bordiga à la réunion du parti de Forli (28 décembre 1952) (1)

La classe révolutionnaire accomplira sa tâche dans la mesure où elle agira au cours de toute son immense lutte selon une doctrine et une méthode stables, fixées dans un programme monolithique, quel que soit le nombre extrêmement variable des militants et le succès des différentes phases des affrontements sociaux.

1) Etant donné la situation présente où l'énergie révolutionnaire est tombée au niveau le plus bas, le Parti a pour tâche pratique d'examiner le cours historique de toute la lutte; il est erroné de définir cet examen comme un travail de type littéraire et intellectuel et de l'opposer à on ne sait quelle entrée dans le vif de l'action des masses.

2) Ceux qui sont d'accord avec nous pour juger que la politique actuelle des staliniens est totalement anticlassiste et anti-révolutionnaire et que la banqueroute de la III^e Internationale a été plus grave que celle de la II^e en 1914, doivent choisir entre deux positions: ou prétendre qu'il faut modifier certaines positions qui étaient commu-

nes à nous et à la plate-forme du Komintern lors de sa constitution, à Lénine, aux bolcheviks, aux vainqueurs d'Octobre; ou bien affirmer, comme nous le faisons, que les seules positions à rectifier sont celles que la Gauche eut à combattre dès cette époque, tandis que restent pleinement valables toutes celles que les Russes ont trahies par la suite.

3) La grave erreur commise par le mouvement communiste après la première guerre mondiale face aux hésitations du mouvement révolutionnaire en Occident, se résume dans les vaines tentatives qu'il a faites pour

(Suite en page 10)

Amadeo Bordiga sur le chemin de la révolution

(Suite de la page 9)

donner » sous prétexte que le développement du capitalisme et la persistance de la défaite prolétarienne et communiste auraient présenté des nouveautés historiques impossibles à comprendre avec la vieille méthode marxiste intransigeante.

Nous retracerons les points de référence essentiels à travers lesquels se dessinent les traits fondamentaux de l'activité d'une organisation politique digne de se dire communiste et de revendiquer ses origines dans la trajectoire historique de la gauche marxiste internationale. Voici les thèmes de notre travail :

La Théorie marxiste, corpus unique et indivisible – Le Programme du parti, son action et son organisation – La continuité entre le bolchevisme de Lénine et la Gauche Communiste d'Italie, boussole pour toutes les tempêtes – Sur le fil du temps des batailles de classe, contre l'opportunisme dans ses mille variantes - Le Parti Communiste International, hier, aujourd'hui et demain.

La grandeur du militant révolutionnaire Amadeo réside dans sa cohérence théorique et pratique irréprochable, dans sa rectitude morale et de comportement, dans le fait de n'avoir jamais cédé aux suggestions de la **politique personnelle et électorale**. Et lorsque, à la fin de sa vie, il finit par accepter de répondre à une interview pour une émission de télévision sur la dictature fasciste, il ne se laissa pas entraîner sur le terrain personnel et du « personnage » en quête de célébrité.

Nous avons toujours combattu, dans le parti d'hier et dans l'organisation d'aujourd'hui, la transformation du militant communiste révolutionnaire le plus cohérent et le plus droit que nous ayons connu depuis le début des années 60 du siècle dernier, en un mythe, en une « icône inoffensive », contrairement à ce qu'ont fait de nombreux anciens militants du vieux parti communiste international, comme, par exemple, ceux qui ont participé directement à la constitution de la Fondation Amadeo Bordiga, qui est le condensé de tout ce qu'Amadeo détestait le plus : l'élévation de l'individu au rang de personnage historique !

Nous avons appris de lui que la « propriété intellectuelle » est l'une des propriétés commerciales les plus insidieuses que le capitalisme utilise pour river les individus au régime de la propriété privée, et pour faire la propagande des délices du capitalisme en faisant

passer le « droit de propriété privée » pour un « droit naturel ». L'individu avec sa « conscience personnelle » et sa « liberté de choix », n'est-il pas l'alpha et l'oméga de l'idéologie bourgeoise et, par conséquent, aussi de la démocratie bourgeoise ?

La prétention que l'histoire, faite par le mouvement des grandes forces sociales et matérielles dans leur détermination anonyme, peut être modifiée, déviée ou même dirigée par l'intervention de soi-disant grands hommes, est l'une des mystifications utilisées par les classes dominantes pour maintenir leur domination par la négation de l'action collective. Lutter contre cette prétention, non seulement du point de vue des principes mais aussi dans la pratique fait partie intégrante de la lutte de classe des communistes révolutionnaires qui savent que « *le communisme n'est pas un état de choses qu'il faut établir, un idéal auquel la réalité doit se conformer* » mais « *le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant* », le mouvement réel des classes sociales qui luttent les unes contre les autres : d'une part, la classe bourgeoise dirigeante pour conserver le plus longtemps possible le pouvoir politique et l'ancien mode de production et, d'autre part, la classe prolétarienne pour renverser le pouvoir politique représentant l'ancien mode de production et pour établir le nouveau pouvoir politique –

la dictature du prolétariat exercée par le parti de classe – qui dirige l'ensemble de la collectivité humaine vers le mode de production supérieur, le mode de production communiste.

D'autre part, comme l'indique le Manifeste de 1848 :

«Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux» (4).

(1) Cf. « A 40 ans de la mort d'Amadeo Bordiga - Amadeo sur le chemin de la révolution », *Il Comunista* n°117, juin 2010.

(2) Voir la série d'articles publiés sous le titre « Questions historiques de l'Internationale communiste », en particulier la chapitre intitulé « Le communisme en Italie est né adulte », *Il Comunista* n.51, août 1996.

(3) Cf. « Bolchevisme, plante de tous les climats », *Il Soviet* n.10, 23 février 1919

(4) Cf Marx-Engels, « Manifeste du parti communiste », 1848, ch. II « Proletaires et communistes »

Théorie et action

(Suite de la page 9)

forcer l'évolution de la situation vers l'insurrection et la dictature du prolétariat, en recourant à des moyens de nature légale, démocratique et ouvrière. Cette politique fautive largement pratiquée au sein soi-disant de la classe ouvrière, sur la frange de contact avec les social-traîtres de la II^e Internationale, devait aboutir à une nouvelle collaboration de classe avec les forces capitalistes sur le plan social et politique, national et mondial, au nouvel opportunisme, à la nouvelle trahison.

4) Sous prétexte de donner une plus large influence au parti international dont l'assise théorique et organisationnelle était robuste, on a renforcé l'influence de traîtres et d'ennemis, et au lieu de conquérir la majorité dont on avait rêvé, on a perdu le solide noyau historique du parti d'alors. La leçon est qu'il ne faut plus faire la même manœuvre ni suivre la même méthode. Ce n'est pas une petite leçon.

5) Il était vain d'attendre en 1946, à la fin de la seconde guerre mondiale, une situation aussi fertile que celle de 1918 parce que la dégénérescence contre-révolutionnaire était beaucoup plus grave, qu'il n'y avait pas de noyaux prolétariens solides, capables de rester en dehors des alliances guerrières militaires, politiques et de partisans, et à cause de la politique d'occupation policière des pays vaincus. La situation de 1946 était clairement tout aussi défavorable que celle qui suivit les grandes défaites de la Ligue des Communistes en 1849 et de la Première Internationale en 1849 et 1871.

6) Comme le soudain retour des masses à l'organisation efficace d'une offensive révolutionnaire est hors de question, le meilleur résultat qu'il soit possible d'attendre des prochaines années est la réaffirmation des véritables buts et des véritables revendications prolétariennes et communistes, et la réaffirmation de la leçon selon laquelle tout changement tactique improvisé au fil des situations successives sous pré-

Grève des débardeurs au port de Montréal: Les travailleurs encore une fois écrasés par les lois spéciales

Après seulement quelques jours de grève fin avril, les débardeurs du port de Montréal se sont vus forcés de retourner au travail en raison d'une loi spéciale qui forçait les travailleurs à reprendre leurs activités, sans quoi le syndicat se verrait imposer des amendes pouvant s'élever jusqu'à 100 000 \$ par jour d'« infraction ». De plus, dans le cadre de cette ignoble « Loi prévoyant la reprise et le maintien des opérations au port de Montréal », c'est un médiateur-arbitre qui aura pour rôle de décider du contenu de la prochaine convention collective. Nous pouvons maintenant le dire : la démocratie canadienne ne reconnaît plus le droit pour les salariés de faire la grève afin de défendre leurs conditions de travail constamment attaquées depuis maintenant plus de 40 ans.

RAS-LE-BOL ET COMBATIVITÉ

Les 1150 débardeurs du Port de Montréal sont sans contrat de travail depuis décembre 2018 et n'ont jamais été en mesure de s'entendre avec la partie patronale. Les demandes du syndicat s'opposaient surtout aux modifications de l'attribution des quarts de travail que les patrons voulaient imposer à ses employés qui doivent déjà composer avec des horaires instables,

ce qui rend très difficile la conciliation travail-famille. Déjà, en août, l'inflexibilité des patrons avait poussé les travailleurs à la grève (pendant une durée de 10 jours), qui avait été ensuite repoussée après la conclusion d'un accord de principe. Cependant, le patronat ne voulant pas revenir sur ses positions, les membres de la section locale 375 de la SCFP ont voté le 26 avril en faveur de la grève générale illimitée avec une majorité dépassant les 99 %. Cependant, toute cette combativité n'aura pas pesé bien lourd face aux mesures de répression de l'État canadien qui n'a pas hésité une seconde à voter une loi spéciale dans le but de casser les grévistes. Cette dernière a été adoptée par la Chambre des communes dans la nuit de mercredi à jeudi, 29 avril.

LA NORME ET NON L'EXCEPTION

Il est évident que les lois spéciales sont désormais monnaie courante au Canada. Une loi similaire avait écrasé les postiers en 2018. En 2017, c'étaient les juristes de l'État qui sont victimes d'une loi votée par le gouvernement provincial. 2015, c'étaient les employés du CP, cassé par le gouvernement fédéral. Donc, l'État qui a lui-même enca-

dré le droit de grève des travailleurs en prétendant qu'il s'agit là d'un droit démocratique n'a désormais aucun scrupule à le retirer aux éléments les plus combatifs du prolétariat quand ces derniers décident de combattre afin de défendre leurs conditions de travail. Beaucoup s'offusquent d'ailleurs devant ces lois qu'ils jugent antidémocratiques. Le fait que ces dernières ont par le passé été invalidées par les tribunaux qui les jugent anticonstitutionnelles vient d'ailleurs les conforter dans ces positions. Or, il n'en est rien. Les invalidations des tribunaux peuvent effectivement éviter à certaines sections syndicales ou certains individus touchés par les lois d'éviter de payer les amendes salées qu'on leur impose, toutefois, elles n'empêchent pas ces lois de remplir leur fonction réelle qui est de briser le mouvement, ce qu'elles accomplissent à chaque fois. Les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusion, bien que les tribunaux travaillent fort à donner une impression d'impartialité et d'égalité de tous devant la loi, ils sont des institutions bourgeoises qui servent avant à asseoir le pouvoir de la classe dominante. Les travailleurs ne peuvent donc pas compter sur ces derniers pour les défendre.

(Suite en page 12)

texte d'exploiter les données inattendues de chacune d'elles, n'est rien d'autre que du défaitisme.

7) Le stupide activisme-actualiste qui adapte ses gestes et ses initiatives aux données immédiates du jour, véritable existentialisme de parti, doit être banni et remplacé par la reconstruction d'un pont solide qui lie le passé à l'avenir et dont le parti se donne les grandes lignes une fois pour toutes, interdisant non seulement à ses membres, mais surtout à ses chefs, toute recherche et découverte tendancieuses de «voies nouvelles»

8) La rage activiste-actualiste aboutit à la négation de la dialectique et du déterminisme marxistes, surtout quand elle décrie et déserte le travail doctrinal et la restauration théorique, qui sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'ils le furent pour Lénine en 1914-18, sous prétexte que seules comptent l'action et la lutte. Elle remplace en effet la recherche des rares moments et points cruciaux de l'histoire sur lesquels le mouvement communiste peut compter, par un volontarisme échevelé qui n'est finalement que la pire, la

plus crasse adaptation à l'état actuel des choses et à ses perspectives immédiates misérables.

9) Toutes les méthodes de ces praticiens vulgaires ne sont pas des formes nouvelles d'une méthode politique originale: elles singent seulement de vieilles positions anti-marxistes et l'idéalisme, à la B. Croce, qui considère qu'aucune loi scientifique ne permet de prévoir le processus historique qui «a toujours raison» dans sa rébellion contre toute règle et toute prévision sur l'évolution de la société humaine.

10) Ce qui doit donc être mis au premier plan est la réaffirmation, appuyée sur nos textes classiques de parti, de la vision marxiste intégrale de l'histoire, des révolutions qui s'y sont succédées jusqu'à aujourd'hui, et des caractères de celle qui se prépare et au cours de laquelle le prolétariat moderne renversera le capitalisme et instaurera des formes sociales nouvelles: en décrire les revendications essentielles et originales dans toute leur grandeur et leur force, telles qu'elles existent depuis au moins un siècle, en liquidant toutes les banalités par lesquelles les remplacent y compris beaucoup

des gens qui n'appartiennent pas au courant stalinien, mais qui font passer pour du communisme des revendications de type bourgeois et populaire susceptibles de leur assurer un succès démagogique.

11) Un tel travail est long et difficile, il nécessite des années et d'autre part le rapport mondial des forces ne pourra se pas renverser avant des décennies. Il faut donc repousser avec dédain toute hâte stupide et tout esprit d'aventure faussement révolutionnaire, car ils caractérisent précisément ceux qui ne savent pas résister sur la position révolutionnaire et qui, comme maints exemples de l'histoire des déviations l'ont montré, quittent la voie correcte pour la recherche équivoque du succès immédiat.

(1) cf. «Le programme révolutionnaire immédiat» *Le Prolétaire* n°456. Cette réunion s'inscrivait dans le travail pour mettre l'organisation sur la voie sûre, après la rupture avec le courant activiste des Daménistes (*Battaglia Comunista*).

Grève des débardeurs

(Suite de la page 11)

En réalité, la démocratie bourgeoise ne fait que suivre son évolution normale dans ce capitalisme pourrissant. Dans chaque pays de capitalisme avancé, l'État bourgeois a en effet tendance à se centraliser et à imposer un contrôle de plus en plus serré des organisations ouvrières. Aujourd'hui (et depuis déjà un certain temps), l'État ne se gêne pas d'abuser de son pouvoir législatif pour écraser les organisations qui ne se montrent pas aussi soumises qu'il le voudrait. Il ne se gênera pas de jeter ses chefs en prison si cela s'avère nécessaire. Dans les années qui suivront, nous verrons ce processus devenir encore plus violent et ne pourront espérer un retour à une « démocratie réelle » dont rêvent certains libéraux qui appellent les grévistes à défier les lois spéciales pour se mettre sous la protection des tribunaux. Dans une telle situation, les travailleurs ne devraient pas se voiler la face et affronter la réalité : les contradictions entre capital et salariat ne vont que devenir plus sévères et la lutte devra s'intensifier pour mener à l'affrontement final.

ABSENCE DE COMBATIVITÉ DE LA DIRECTION DES SYNDICATS

Dans le cas des débardeurs, il est évident que ces derniers n'étaient pas préparés à se défendre face à ces attaques vicieuses de l'État. Le fait que les organisations syndicales représentant les travailleurs se plient aux lois spéciales, est un frein puissant aux luttes ouvrières. Pour les luttes à venir, les travailleurs devront sans doute se préparer à faire fi des menaces de l'État et à faire la grève dans l'illégalité. Pour ce faire, les luttes doivent s'élargir et regrouper les travailleurs par centaines, voire par milliers. Il devient donc plus que jamais nécessaire de sortir du corporatisme syndical et d'unir les luttes. Mais il est peu probable que les bonzes syndicaux fassent preuve d'une telle audace ! Les travailleurs de la base devront lutter pour soit forcer leurs directions à agir, soit pour se doter d'organisations parallèles qui pourront remplir cette fonction. Dans le contexte des débardeurs, nous avons très bien vu comment leur isolement a permis à l'État bourgeois d'écraser le mouvement comme on balaie un château de sable.

Au Canada comme ailleurs les prolétaires devront rompre avec le collaborationnisme syndical et lutter et s'organiser sur des bases de classe!

26/05/2021

ITALIE: Pendant la grève nationale du secteur de la logistique, un chauffeur routier sortant de l'entrepôt Lidl de Biandrate, fonce sur le piquet de grève, écrase trois travailleurs, en tue un, Adil Belakhdim, et blesse les deux autres

A Biandrate, province de Novara se trouve un entrepôt de la chaîne de supermarchés Lidl. C'est l'un des nombreux entrepôts devant lesquels les travailleurs de la logistique, qui luttent depuis longtemps contre des conditions de travail inhumaines et contre les licenciements, montrent leur combativité non seulement contre un patron particulièrement cynique, qui utilise des gardes du corps armés pour attaquer les travailleurs en grève, mais aussi contre la collaboration complice des grandes confédérations syndicales CGIL, CISL, UIL qui ont démontré une fois de plus qu'elles sont du côté des patrons et de leurs profits contre les prolétaires qui luttent et qui, pour lutter, s'organisent en dehors d'elles.

Adil Belkhdim, 37 ans, père de deux enfants, citoyen italien d'origine marocaine, authentique combattant et militant à Novare du « SiCobas » (un des rares syndicats de base qui se bat pour la défense des conditions de vie et de travail des travailleurs de la logistique, qui sont parmi les plus exploités et opprimés parce qu'ils sont pour la plupart immigrés et ont toujours été « oubliés » par les syndicats confédéraux), a été tué par un camion qui a foncé sur le piquet de grève que plusieurs dizaines de travailleurs tenaient devant les grilles de l'entrepôt Lidl de Biandrate.

Il ne s'agit pas du geste « insensé » d'un chauffeur routier « fou » ; dans son communiqué du 18 juin le SiCobas national écrit : *« les patrons voulaient des morts et ils ont réussi ! »*. C'est exactement ce qui s'était passé il y a cinq ans à Plaisance (Piacenza), devant les portes de GLS, quand un camion a écrasé et tué Abd Elsalam Ahmed Eldanf, 53 ans, lors d'un conflit entre le syndicat UBS et l'entreprise.

Quelques jours avant, le 11 juin, un rassemblement d'une quarantaine de travailleurs de Fedex à Piacenza (presque tous membres du SiCobas), devant la Holding Zampieri à Tavazzano (dans la province de Lodi) - qui loue ses entrepôts à Fedex-TNT - a été attaqué à coups de bâtons, de fragments de palettes, de pierres et de bouteilles par une cinquantaine de gardes du corps engagés par les patrons et soutenus par quelques briseurs de grève. Au cours des affrontements, un travailleur, Abdelhamid, s'est retrouvé à l'hôpital avec la tête fracassée, mais heureusement sans danger de mort. Les policiers présents lors

de l'agression n'ont pas bougé le petit doigt pour l'empêcher, mais quand ils sont intervenus, ils ont arrêté des manifestationnaires de Piacenza qui ont reçu 15 avis d'expulsion. Cette agression a été transformée par la préfecture de police en une simple « bagarre déclenchée par le mécontentement des travailleurs contre les grèves continuelles » ; mais les vidéos en possession des SiCobas montrent clairement que l'action armée a été préparée par les « contractants » de la Holding Zampieri : celle-ci utilise les gardes du corps privés de SKP Global Intelligence, une agence de sécurité milanaise bien connue, tristement célèbre pour ses nombreuses interventions contre les travailleurs des entrepôts en grève, comme celle du 26 mai à l'entrepôt Zampieri de San Giuliano Milanese.

En fait cela fait longtemps que les patrons des grandes entreprises de logistique et de transport (de FedEx-TNT à la Poste italienne, de GLS à DHL, d'Amazon à BRT, de SDA à UPS et autres) se sont engagés dans un affrontement systématique contre leurs travailleurs qui osent se rebeller contre des conditions de travail intolérables. La violence utilisée par les patrons contre les travailleurs est ouvertement soutenue par les forces de police qui sont régulièrement appelées à écraser les manifestations et les grèves. L'objectif des patrons - qui trouvent l'État pour les défendre - n'est pas seulement d'écraser les grèves, mais aussi de reprendre les concessions qu'ils ont dû accorder lors des précédentes luttes des travailleurs. L'exemple de FedEx-TNT est emblématique : son nouveau plan industriel prévoit 6 300 licenciements en Europe et, en Italie, il a commencé par le licenciement de 300 travailleurs de l'entrepôt de Piacenza. D'autres travailleurs d'autres entrepôts ont dû choisir entre l'embauche directe chez Fedex ou le travail en sous-traitance : cela pourrait sembler un « choix » facile ; mais en fait l'embauche directe chez Fedex se ferait aux conditions du contrat national signé par les principales confédérations syndicales, qui est « beaucoup moins rémunérateur que le contrat de l'entreprise arraché par les grèves et les piquets de grève » (cf *il fatto quotidiano*, 19/6/2021). Et à la fin de ce processus de restructuration, poursuit le quotidien, « la multinationale aura plus d'employés directs, mais elle se sera débarassée des contrats de sous-traitance ».

dont elle était encore solidairement responsable : elle pourra non seulement garder certaines sociétés satellites, mais commencer à utiliser des intermédiaires et ainsi de suite, se débarasser des travailleurs les plus syndiqués, annuler les acquis contractuels de la décennie précédente. L'accord qui lui permet de le faire a été signé par FILT CGIL, qui le défend évidemment ». On peut alors comprendre pourquoi les intérêts des employeurs concordent avec ceux de la CGIL : les employeurs gagnent sur toute la ligne, en pliant les travailleurs à leurs besoins, et la CGIL marginalise les syndicats de base qui, au cours de la dernière décennie, ont gagné des membres et de la crédibilité.

Ce qui est en jeu, ce sont les énormes bénéfices que ces entreprises ont empochés ces dernières années, et surtout au cours de la dernière année et demie de la pandémie de Covid-19, où le trafic de marchandises et de livraisons (le fameux B2C, « *business to consumer* ») a énormément augmenté. Pour ne citer que les livraisons à domicile, Amazon est passé, par exemple, sur le marché des livraisons « différées » (livraisons sous 3 à 5 jours) de 17% en 2016 à 59% en 2019, tandis que GLS s'est emparé de 40% du marché des livraisons « express ».

Alors que les patrons des multinationales de la logistique et du fret exploitent et font chanter de plus en plus lourdement les travailleurs du secteur, que fait la « triplice » confédérale CGIL-CISL-UIL ?

Depuis plus d'une décennie, ces travailleurs ont été abandonnés aux mains des patrons et de leurs bourreaux ; mais ils se sont organisés dans des syndicats de base, ils ont lutté et continuent de lutter à mains nues, sachant pertinemment que contre eux agissent non seulement les patrons avec leurs chantages et leurs abus, mais aussi les policiers, les contractants, les briseurs de grève, les jaunes.

Les droits syndicaux tant vantés dans cette merveilleuse démocratie italienne ? Pour ces travailleurs, ils n'existent pas, surtout lorsqu'ils se rebellent et luttent contre des conditions de travail et de vie inhumaines. Mais, face à des épisodes d'agression armée ouvertement en bandes contre des travailleurs pacifiques en lutte, la CGIL-CISL-UIL entonne le refrain habituel : « *Arrêtez ce climat de Far West !* », s'est écrié Maurizio Landini, secrétaire de la CGIL ; un climat que celle-ci et ses dignes compagnons ont contribué à créer en renforçant par leur collaborationnisme puant l'arrogance des patrons. Landini a déclaré solennellement : « *La mort d'un syndicaliste, écrasé au cours d'un rassemblement syndical, est un fait très grave et inacceptable, sur lequel il*

est nécessaire de faire rapidement toute la lumière » (il manifesto, 19/6/2021) ; si ce n'était pas un « syndicaliste » mais un simple ouvrier, qui était mort, cela aurait-il été plus acceptable ?

C'est un fait que la triplice syndicale CGIL-CISL-UIL n'a pas bougé le petit doigt pour prévenir des situations de ce genre et n'a jamais fait preuve de solidarité avec les mouvements de lutte dans tout le pays. La grève que ces Confédérations ont proclamée après la mort d'Adil n'est que de la poudre aux yeux, d'autant plus que même le Premier ministre Draghi – représentant bien connu de la finance internationale – a repris les mots de Landini : « *il faut immédiatement faire la lumière sur l'incident* ». Qui a copié l'autre ?

Qu'ont fait les travailleurs de la logistique en dix ans de lutte ?

Si tant est que les conditions de salaire et de travail se soient améliorées, ce n'est pas dû au bon cœur des multinationales de la logistique et du fret, ni à l'activité de la triplice syndicale – qui signe des contrats pour rien ! – mais grâce aux dures actions de grève et aux piquets que les travailleurs ont mis en place et que les Confédération syndicales, de concert avec les patrons, entendent écraser.

L'avenir proche, et pas seulement l'avenir lointain, des salariés sera le résultat de leurs actions directes de lutte, avec les moyens de la lutte des classes qui permettent de répondre de manière organisée et durable en solidarité avec tous ceux qui sont, comme c'est la norme, frappés localement. Le syndicalisme de base, tel que SiCobas, est sans doute une première réponse au collaborationnisme lâche des grandes organisations syndicales ; et les travailleurs de la logistique et du fret démontrent,

avec leurs luttes et avec leurs morts, que la voie de la défense de leurs droits n'est pas celle de la « confrontation civile » entre « partenaires sociaux », mais la voie du rapport de force : celle de la grève illimitée, sans préavis, de l'ouverture des négociations quand la grève est toujours en cours, et en impliquant non seulement les travailleurs du même secteur économique mais en étendant les actions de grève aux autres secteurs, parce que les capitalistes exploitent bestialement et frappent de la même façon dans tous les secteurs !

Solidarité sans failles avec la lutte des manutentionnaires, des travailleurs de la logistique et du fret, immigrés et autochtones, en régularisant tous les travailleurs dits « illégaux » qui sont les plus exploités de tous, comme cela a été largement démontré à la campagne. Si dans les exploitations agricoles, il y a les « caporaux », dans les entrepôts il y a les « contractants » : ils ont fondamentalement la même tâche, plier à la volonté des patrons la main-d'œuvre salariée, avec les manières « brutales » chaque fois que les « bonnes manières » (c'est-à-dire en réalité le chantage) ne réussissent pas.

Dans un avenir proche, le recours aux gardes du corps, aux vigiles, aux contractants, non seulement dans la logistique mais dans tous les secteurs, sera de plus en plus répandu. Les prolétaires ne doivent pas se trouver pris au dépourvu ; ils doivent s'organiser syndicalement, bien sûr, pour défendre leurs intérêts et leurs vies : mais ils doivent aussi regarder plus loin, vers la perspective de la reprise de la lutte des classes qui se mène contre toutes les formes et pratiques collaborationnistes !

20/6/2021

Belgique : un accord syndicats-patronat contre les prolétaires

Le « G10 », l'instance de négociation réunissant représentants syndicaux et patronaux, a abouti le 8 juin, à un nouvel Accord Inter-professionnel (AIP).

La FGTB, syndicat proche des Socialistes et censé être plus combatif que les autres centrales, a présenté cet AIP en termes fervents. « *Oui à la solidarité !* » titre ainsi le communiqué de la SET-CA du 22/6 (1). Mais en fait de solidarité, c'est de la **solidarité avec les patrons** qu'il s'agit ! L'organisation patronale FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) se félicite en effet de cet accord qui permettra la « *sauvegarde de la compétitivité* » des entreprises notamment en « *contrôlant efficacement les augmentations salariales* » (2).

Sans doute les syndicats mettent-ils

en avant l'augmentation du salaire minimum ; mais cette augmentation, qui ne sera que progressive, concerne seulement 2% des salariés. La FEB explique à ce sujet : « *Pour la plupart de nos secteurs, il n'y a donc pas d'impact à la hausse sur les catégories de salaires les plus faibles. Et lorsque c'est malgré tout le cas on peut s'attendre à des réductions supplémentaires des charges patronales à titre de compensation* ». Les « charges patronales » étant ce que l'on appelle du « salaire différé » (payé aux travailleurs sous forme de prestations sociales diverses), cela signifie que les patrons reprendront d'une main ce qu'ils lâchent de l'autre ! De plus la FEB ajoutera

(Suite en page 14)

Belgique : un accord syndicats-patronat contre les prolétaires

(Suite de la page 13)

te que cette augmentation restera « *en dessous de la plupart des minima sectoriels existants* »...

Pour tous les autres salariés, les augmentations de salaire ne devraient pas dépasser les 0,4% pour les 2 ans qui viennent, c'est-à-dire moins que l'inflation (qui, en augmentation, a atteint les 1,4% en rythme annuel au mois de mai) : les salaires réels vont donc **baïsser**. Les exemptions aux réglementations sociales en matière d'heure supplémentaires défiscalisées sont prolongées (jusqu'à fin 2022), de même que le délai pour l'harmonisation des pensions de retraite, etc. Sans compter que les capitalistes vont recevoir les milliards prévus dans les plans de relance...

On comprend qu'un tel accord n'état pas fait pour susciter l'enthousiasme des travailleurs en général et des syndiqués en particulier. La FGTB se gargarise de la consultation de la «base syndicale» au cours de laquelle « *la démocratie syndicale a pu jouer pleinement son rôle* ». Merveille de la démocratie « *sans surenchère ni populisme* », l'accord a en effet été finalement

ratifié de justesse – au prix d'une magouille qui a permis d'invalider des milliers de voix...

Mais selon la presse (3) « *la cohésion prévaut* », car si les opposants sont mécontents, ils ont obtenu... que le syndicat organise une action dans quelques mois ! Ces « opposants » ne valent donc pas mieux que les dirigeants puisqu'ils privilégient la cohésion syndicale à la défense des prolétaires, en acceptant la mise en œuvre de l'AIP et l'organisation ensuite d'une action-bidon pour se dédouaner aux yeux des travailleurs...

Ce que démontre ce nouvel épisode, ce n'est pas que les « *dirigeants syndicaux et du PS capitulent devant les patrons* » (4), car pour capituler, il faut d'abord avoir lutté (ou au moins s'être préparé à lutter). Or ni le PS, gérant loyal du capitalisme depuis toujours, ni les bonzes syndicaux n'ont jamais songé à lutter contre les patrons ; ce que cet épisode démontre une nouvelle fois, c'est que la collaboration de classe se fait toujours au détriment de la classe ouvrière ; contre les patrons et l'Etat bourgeois seule la lutte ouverte paye, seule elle peut les faire reculer et leur arracher des

concessions substantielles et non de misérables aumônes.

Mais pour que cette lutte de résistance soit efficace, elle doit se mener avec des méthodes et des moyens classistes, en rupture complète avec les orientations collaborationnistes des appareils syndicaux qui taxent de populisme toute critique de leur pratique fondamentalement anti-prolétarienne. Elle pourra alors être le tremplin de la lutte plus générale, de la lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme.

Se préparer dès aujourd'hui à cette lutte est la seule alternative réaliste pour les prolétaires soucieux de défendre leurs intérêts et non celui de leurs exploités.

**Non à la solidarité avec les patrons!
Oui à la lutte de classe contre le capitalisme et tous ses laquais !**

28/6/2021

(1) <https://www.setca.org/fr/fed/iobject/RNPVZ4E12QG>

(2) https://www.feb.be/newsletters/feb-2021-direct_accord-social—uncompromis-equilibre-pour-la-relance-de-leconomie/

(3) *L'Echo*, 24/6/21

(4) *Lutte ouvrière Belgique*, 20/6/21

Etats-Unis : Non à l'assassinat légal de Mumia Abu-Jamal ! Vie sauve et liberté ! Solidarité de classe !

Enfermé depuis 1982 dans le couloir de la mort de l'Etat de Pennsylvanie, Mumia Abu-Jamal est un des plus vieux prisonniers politiques du monde. Le crime pour lequel la bourgeoisie états-unienne veut sa peau : avoir lutté toute sa vie contre le racisme et l'oppression des masses noires par la bourgeoisie et l'Etat américains

Mumia Abu-Jamal a été la cible des flics depuis son plus jeune âge d'abord comme militant du Black Panthers Party, puis comme animateur radio qui dénonçait les violences policières.

C'est pour cette raison fondamentale qu'il a été accusé et condamné pour le meurtre d'un flic, à la suite d'un procès où ont abondé les faux témoignages policiers.

La mobilisation de ses soutiens aux Etats-Unis et à travers le monde a forcé la « justice » à annuler sa condamnation à mort en 2011, mais en la commuant en une peine de prison à vie sans possibilité de remise de peine...

La bourgeoisie ne lâche pas facilement sa proie. Aujourd'hui, la vie de

Mumia est en danger car il souffre de la Covid. On estime que dans les prisons américaines un détenu sur cinq serait atteint de cette maladie, et le plus souvent laissé sans soins ; c'est le cas de Mumia que la direction du centre pénitentiaire a à plusieurs reprises refusé de soigner.

Mumia n'est pas – et n'a jamais été – un militant révolutionnaire marxiste, mais il était et demeure un courageux combattant contre l'oppression raciste et contre l'Etat bourgeois. Il fait partie des prisonniers politiques que l'Etat américain s'efforce d'écraser, dont le militant indien Leonard Peltier condamné à 2 peines d'emprisonnement à vie en 1978 pour le meurtre – qu'il nie – de 2 agents du FBI lors d'une fusillade, est l'autre exemple le plus connu.

Face à cette détermination, ce ne sont pas les indignations morales ou les pétitions qui feront reculer les tortionnaires, mais une véritable mobilisation prolétarienne.

L'Internationale Communiste avait mis sur pied au début des années vingt

une organisation de défense sur le terrain de classe des militants persécutés par les Etats bourgeois, le « Secours Rouge International » : c'est ainsi qu'elle mena dès 1921 la lutte en défense des anarchistes Sacco et Vanzetti, faussement accusés de meurtre aux Etats Unis (ils seront finalement exécutés en 1927). Ce combat ne faisait pas appel à la clémence de l'Etat bourgeois mais organisait des manifestations et des grèves. Mais après la victoire du stalinisme dans le mouvement ouvrier, le Secours Rouge se transforma en une organisation mobilisant les intellectuels et autres démocrates bourgeois selon les intérêts de la politique extérieure de l'Etat russe

Seul le prolétariat, dans le cadre de sa lutte anticapitaliste, indépendante de toutes les forces bourgeoises et en rupture avec les balivernes démocratiques, peut arrêter le bras meurtrier de la « justice » bourgeoise.

**Solidarité prolétarienne avec Mumia Abu-Jamal et toutes les victimes du terrorisme de l'Etat américain!
Aucune confiance dans la « justice » bourgeoise ! Aucune illusion dans la démocratie !**

Avril 2021

Les grands patrons américains se mobilisent pour le droit de vote

A la suite de la défaite électorale de Donald Trump plusieurs Etats américains à majorité républicaine ont entrepris, à la suite de la Géorgie d'édicter des lois qui visent, de fait, à restreindre l'accès au vote des populations prolétariennes, noires notamment.

Ce sont en effet des secteurs de l'électorat peu susceptibles de voter pour les Républicains et que les Démocrates ont réussi à mobiliser lors des élections de novembre dernier; celles-ci ont été caractérisées par une participation record avec plus de 66% de votants (le taux le plus élevé depuis 1960) notamment grâce au nombre très élevé de votes par correspondance. Le vote par correspondance est utilisé par ceux qui ne peuvent se permettre de perdre une journée ou une demi-journée de travail (le vote aux Etats-Unis ayant lieu en semaine) ou qui ont des difficultés à se déplacer jusqu'aux bureaux de vote, etc.

Ces mesures pour rendre plus difficile l'exercice du droit de vote ont suscité la réaction de grands patrons. Lors d'une réunion virtuelle, mi-avril, à laquelle participaient une centaine d'entre eux dont des dirigeants d'American Express, Merck, PepsiCo, Paypal, Amazon, Facebook, Google, etc., ils ont décidé de s'engager pour s'opposer aux tentatives de restreindre le droit de vote.

Il ne s'agissait pas de prendre parti

pour le Parti Démocrate, certains des patrons présents ayant soutenu le Parti Républicain, mais, disaient-ils, de «s'engager pour la démocratie». Ils ont été rejoints ensuite par les patrons de General Motors, Ford, Apple, Coca-Cola et beaucoup d'autres.

Les petits bourgeois démocrates ont été ravis de l'engagement «*vertueux*» de ces grands capitalistes en faveur du droit à l'expression démocratique des populations défavorisées, noires en particulier.

Mais laissons l'une de ces capitalistes (la présidente de Starbucks) expliquer la raison de leur engagement : «*Les troubles politiques sont mauvais pour les affaires*»; les patrons «*ne veulent pas de problèmes locaux. Ils ne veulent pas de quartiers en colère. Ce n'est pas dans l'intérêt des entreprises*» (1). C'est ce que sait parfaitement l'association «Black Voters Matter» (BVM) qui, dans la foulée des mobilisations anti-racistes de l'été dernier et du succès de l'organisation «Black Live Matters», s'est employée, avec un succès non négligeable (, à drainer les prolétaires noirs vers les urnes. En réponse à la déclaration des grands patrons, BVM a publié un

communiqué intitulé: «*La démocratie, c'est bon pour les affaires*». Fustigeant les entreprises qui soutiendraient les restrictions au droit de vote, il se termine en disant: «*La démocratie est bonne pour notre économie. Les restrictions au droit de vote ne le sont pas*» (2).

Contrairement aux politiciens à courte vue dont les perspectives ne vont pas plus loin que d'inventer des magouilles pour sauver leurs sièges, les capitalistes intelligents (et les politiciens à la BVM) connaissent parfaitement le rôle de la démocratie pour détourner le mécontentement et calmer les affrontements sociaux.

Les prolétaires devront l'apprendre à nouveau et réaliser que ceux qui les appellent à aller voter pour «*défendre leurs droits*» le font en réalité pour **défendre le capitalisme**: ce n'est pas par sur le terrain truqué de la participation au cirque électoral qu'il est possible de se défendre, mais par la lutte directe, classe contre classe, dans les entreprises et dans la rue – comme le craignent les patrons!

(1) cf. *Les Echos*, 13/4/21

(2) <https://blackvotersmatterfund.org/news/democracy-is-good-for-business/>

Proletarian N° 17 (Spring 2021)

- January 6, 2021, Washington: a dark day for the Capitol
- *On the Thread of Time*. To dot the I's and cross the T's
- Myanmar. Military coup and «democratic transition» are two sides of the same coin!
- Terrible surge in murder in the United States
- United States: No to the legal assassination of Mumia Abu-Jamal!
- Pandemic, Economic Crisis and Class Struggles in India
- Paraguay: Proletarian revolt against the capitalist management of the pandemic
- Beirut: Capitalism is the murderer!
- Electoral farce, repression and strikes in Belarus
- Moroccan troops, out of the Western Sahara!
- France: After the murder of Samuel Paty, No the National Union!
- France: Police brutality

One copy: 1,5€, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

Dramatique hausse des meurtres aux Etats-Unis

Durant l'année écoulée, les Etats-Unis ont connu une hausse sans précédent depuis longtemps des meurtres et des crimes graves: un bilan provisoire l'estime à 30% dans les villes, ce qui en ferait la plus forte hausse depuis plus de 50 ans (1). A Chicago, ville déjà connue pour sa violence, l'augmentation du nombre de meurtres a été de 56% atteignant le chiffre de 774, presque trois fois plus que pour l'Italie tout entière. A New-York les meurtres ont bondi de 45% (et les fusillades de 97% !), de 36% dans la région de San Francisco, de 19% dans celle de Washington (à noter que les crimes policiers, qui ont fait 1127 morts en 2020, ne sont bien sûr pas compris dans le total) (2). La même chose se constate, quoique de façon moins prononcée, jusque dans les petites villes (plus de 20% de hausse dans les villes de moins de 10000 habitants) et les districts ruraux (près de 15%). Et les premiers mois de 2021 confirment cette tendance.

Cette hausse est d'autant plus frappante qu'on avait enregistré une baisse depuis une vingtaine d'années (50% de diminution des homicides de 1993 à

2019). Les criminologues se perdent en conjectures pour l'expliquer. Certains mettent en cause le désœuvrement forcé des jeunes dû à la pandémie qui aurait facilité «l'escalade» des conflits entre eux ; mais beaucoup font retomber la responsabilité sur les manifestations de protestations contre les violences policières à la suite du meurtre de George Floyd qui auraient «découragé» l'activité des policiers et sapé la confiance en la police ! Pour ces gens là protester contre les exactions et les crimes de la police, c'est déjà sinon un délit, au moins un encouragement aux délits !

En réalité la violence intrinsèque des rapports sociaux dans la société bourgeoise, qui dans les pays riches est plus ou moins masquée lors les périodes de prospérité par une batterie d'amortisseurs sociaux, se révèle dans les périodes de crise aiguë. Aux Etats-Unis, le pays capitaliste le plus puissant de la planète, les amortisseurs sociaux sont moins développés qu'ailleurs parce qu'historiquement la

(Suite en page 16)

Afrique du Sud : Les émeutes démontrent la nécessité de renverser le capitalisme et la classe dirigeante blanche et noire !

Le 15 juillet, le bilan officiel encore provisoire de 6 jours d'émeutes, dans ce qui est considéré comme la pire explosion de colère depuis la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, se montait à plus de 117 morts et plus de 2000 arrestations.

Tout a commencé après l'arrestation de l'ancien président Jacob Zuma pour corruption. Lorsqu'il n'était encore que vice-président, il avait reçu des pots-de-vin pour faciliter un contrat d'armements avec la firme française Thompson (maintenant Thalès) ; à cette affaire qui traîne depuis des années se sont ajoutées des accusations de corruption de Zuma et de sa famille par de puissantes sociétés sudafricaines (groupe Gupta) et d'autres (MacKinsey, une société américaine de « conseil » très active auprès du gouvernement français actuel, l'américaine KPMG, l'allemande SAP SE, etc.). Zuma qui avait succédé à Nelson Mandela à la tête de l'ANC (au pouvoir depuis la fin de l'apartheid) avant d'accéder à la présidence, avait longtemps réussi à éviter les problèmes avec la justice, seul son directeur financier ayant été condamné dans l'affaire Thompson (1). Le principal syndicat, la COSATU, ainsi que le Parti Communiste (SACP), ont toujours soutenu ce « combattant de la liberté » qui avait été emprisonné avec Mandela et qui se situait à l'aile gauche

(!) de l'ANC. En 2018 il était cependant contraint de démissionner de la présidence à la suite de la révélation de nouveaux scandales financiers. Bien qu'il ait passé alors un accord avec les autres fractions de l'ANC, l'aggravation des rivalités internes à ce parti ont fait que la justice a finalement reçu le feu vert pour l'arrêter.

C'est alors que ses partisans parmi l'ethnie zoulou dont il est membre ont commencé à manifester dans la province du KwaZulu-Natal pour protester contre son emprisonnement.

DES EMEUTES DE LA MISERE ET DE LA FAIM

Cela a été le déclencheur d'une révolte qui s'est étendue principalement à la province de Gauteng où se trouvent les 2 plus grandes villes du pays, Pretoria et Johannesburg ; mais la révolte n'a rien à voir avec des questions ethniques ou les rivalités internes au parti au pouvoir. Dans les « townships », ces quartiers populaires déshérités des grandes villes, des magasins, des pharmacies, des entrepôts des ont été pillés, des camions transportant de la nourriture attaqués, des routes coupées, des bâtiments officiels ont été incendiés, alors que les forces de police étaient débordées. Le gouvernement a fait ap-

pel à des milliers de soldats et de réservistes pour rétablir l'ordre (se montant au nombre de 25000 le jeudi 14), y compris en tirant sur la foule, tandis que des commerçants et propriétaires blancs et indiens mettaient sur pied des milices armées pour patrouiller dans leurs quartiers et défendre leurs biens.

Ces émeutes sont la conséquence de la situation dramatique dont souffre une grande partie de la population. L'Afrique du Sud, le pays le plus industrialisé d'Afrique dont l'économie était en plein marasme depuis plusieurs années, a été durement frappée par la crise économique et sanitaire actuelle. Elle a connu en 2020 sa plus forte et plus longue récession depuis 26 ans (recul du PIB de 8%). La moitié des entreprises du pays redoutent de ne pas survivre à la crise. D'ores et déjà le taux de chômage, en forte hausse, est officiellement de 42% (plus de 50% dans les townships) – et plus de 72% pour les jeunes (de 18 à 32 ans) (2) ! Le taux de pauvreté qui était de 55% de la population au printemps 2020 – et le taux d'extrême pauvreté, signifiant des difficultés à se nourrir à sa faim de 25% – selon les chiffres de la Banque Mondiale, aurait augmenté de près de 10% depuis (3).

La crise sanitaire de la Covid 19 touche dans tous les pays les populations les plus défavorisées, celles qui ont le plus de difficulté pour accéder aux soins ; c'est particulièrement vrai en Afrique du Sud où, face à un « variant » particulièrement virulent, la grande majorité de la population se trouve désarmée. En raison de l'incurie des autorités, la vaccination est très lente et disponible seulement pour ceux qui maîtrisent l'anglais et l'internet pour s'inscrire, c'est-à-dire dans les faits pour les Blancs ; en outre ces derniers ont le plus souvent souscrit des polices d'assurance privées indispensables pour se procurer les médicaments nécessaires, alors que 90% des familles noires n'en n'ont pas les moyens. Il est facile de comprendre pourquoi les émeutiers ont pillé les pharmacies et auraient même mis le feu à un centre de vaccination !

L'Afrique du Sud est en effet l'un des pays les plus inégalitaires du monde ; le salaire moyen des Noirs y est trois fois plus faible que celui des Blancs, et celui des femmes 30% plus faible que celui des hommes, ce qui reflète la différence des positions des uns et des autres : les prolétaires sont très majoritairement des Noirs (et des Noires), alors que les Blancs occupent les emplois les plus qualifiés et les mieux payés et sont

Dramatique hausse des meurtres aux Etats-Unis

(Suite de la page 15)

classe bourgeoise n'y a pas été aussi directement confrontée à la menace prolétarienne qu'en Europe : en conséquence la violence des rapports capitalistes y a toujours été plus manifeste. Ce n'est pas par hasard que le nombre de personnes sous les barreaux y est le plus élevé du monde, tant en chiffre brut que proportionnellement à la population (cette population carcérale étant majoritairement issue du prolétariat, noir en particulier). Et lorsqu'éclate une crise profonde qui prive des millions de prolétaires de leur emploi, les plonge dans la pauvreté et les met sous la menace d'être jetés à la rue, il n'est pas étonnant que cela se traduise par une hausse de la criminalité en général.

Décrivant en 1844 « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », Engels expliquait la hausse de la

criminalité par l'aggravation des tensions sociales, et il en déduisait : « *Dans ce pays la guerre sociale a éclaté ; chacun se défend et lutte pour soi-même contre tous (...). Et cette guerre (...) devient d'année en année plus violente, plus passionnée, plus implacable ; les ennemis se divisent peu à peu en deux grands camps, hostiles l'un à l'autre : ici la bourgeoisie, là le prolétariat* ». Cela annonce « *une explosion générale de ce qui se manifeste de façon sporadique par la criminalité* ».

Mais pour que cette explosion générale des antagonismes sociaux ouvre la voie à la possibilité d'une révolution victorieuse mettant fin au capitalisme et à toutes ses conséquences meurtrières, il faudra au préalable que le prolétariat retrouve la voie de son organisation politique de classe, dirigeant sa lutte sur la base du programme communiste authentique.

29/03/2021

(1) *The Economist*, 27/3/21(2)
<https://mappingpoliceviolence.org/>

en outre moins souvent touchés par le chômage. D'autre part le pays compte de nombreuses grandes fortunes liées aux grands groupes capitalistes présents et à la nouvelle bourgeoisie noire (comme Cyril Ramaphosa, le président actuel, rival de Zuma, ancien juriste dirigeant le syndicat des mineurs et dauphin de Mandela, qui a fait fortune dans les affaires). Les adversaires politiques du « socialiste » Zuma lui reprochent de n'avoir rien fait pour améliorer les conditions des masses pauvres noires et d'avoir tout fait pour préserver les intérêts de la bourgeoisie blanche ; trente ans en effet après la fin de l'apartheid la situation des prolétaires et des masses noires n'a pas fondamentalement changé et la domination économique des capitalistes blancs est restée intacte.

Mais c'est précisément la raison pour laquelle la classe dominante blanche a accepté à la fin des années 90 de laisser les rênes du pouvoir politique à l'ANC : c'était la meilleure façon de préserver l'ordre capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie sudafricaine, y compris des grands propriétaires terriens, en calmant l'agitation des masses et en disciplinant les prolétaires grâce aux syndicats liés à l'ANC.

En dépit de sa lutte armée contre le régime de l'apartheid, l'ANC n'a en effet jamais eu d'autre but que la **réforme** du capitalisme sudafricain ; et, en dépit de sa propagande socialisante, le SACP qui en était l'élément moteur, comme le mouvement stalinien dans son ensemble, a toujours été hostile à la révolution prolétarienne, même avant qu'il renonce officiellement au début des années 90 à toute perspective révolutionnaire. Pendant des années sa perspective a été celle d'une « révolution nationale démocratique » c'est-à-dire **nationaliste** et **interclassiste**, en opposition à la véritable perspective communiste d'une révolution potentiellement **internationale** et prolétarienne, c'est-à-dire **monoclassiste**. Sa perspective intégralement bourgeoise ne pouvait qu'aboutir au ralliement à l'ordre établi, un fois le régime d'apartheid abandonné par la classe dominante. Le résultat est là : le développement d'une bourgeoisie et petite bourgeoisie noire et la consolidation du capitalisme et de la domination bourgeoise. Aujourd'hui le SACP organise la garde des immeubles publics et appelle à la « *défense de notre démocratie difficilement acquise* » contre les émeutiers accusés d'être des criminels « *contre-révolutionnaires* » (4)...

La classe ouvrière d'Afrique du Sud a une longue histoire de luttes dures contre des capitalistes particulièrement rapaces. Elle a fait et elle fait tous les jours l'expérience de la collusion de ses prétendus « amis » – de l'ANC au SACP en passant par les grands syndicats collaborationnistes – avec ces derniers. Elle

peut constater que trois décennies de démocratie n'ont profité qu'à ses ennemis de classe et à leurs valets.

Mais elle n'est pas condamnée à toujours subir l'exploitation, la misère et la faim – et des balles quand elle se révolte. Créatrice par son travail de toute la richesse sociale, elle recèle de ce fait en elle la force de résister victorieusement à toutes les injustices et de s'attaquer au capitalisme qui en est la cause – pourvu qu'elle trouve la voie de la lutte et de l'organisation révolutionnaire de classe. L'explosion désordonnée de colère de ces derniers jours a fait trembler les bourgeois qui ont eu un avant-goût de la rage des masses prolétariennes ; celles-ci leur feront alors payer par la révolution communiste tous les crimes de leur système.

Que les bourgeois tremblent à cette idée ! Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner.

17/07/2021

Notes:

(1) Celui-ci avait notamment affirmé qu'en plus des paiements à Zuma, la firme française versait aussi de l'argent à la caisse noire de l'ANC, démontrant la corruption généralisée du parti de Mandela. Tant Chirac que Sarkozy sont intervenus auprès des autorités sudafricaines pour faire cesser les poursuites contre ce champion français de la corruption.

(2) www.thenationalnews.com, 16/07/2021

(3) Selon des statistiques publiées le 7/07/2021, le taux de pauvreté était en 2015 de 62% chez les enfants de moins de 17 ans, taux atteignant les 82% dans la province rurale de Limpopo et 76% au Natal. <http://www.statssa.gov.za/?p=13422>

(4) <https://www.sacp.org.za/content/sacp-gauteng-calls-its-red-brigade-members-and-people-defend-our-hard-won-democracy> (15/07/2021)

Sommaire des articles et prises de position sur la crise de la Covid-19, publiés par le parti dans la presse en français et sur le site internet

« Le prolétaire » Organe du parti communiste international

- Le prolétaire - N° 540

(Février-Mai 2021)

- Confinement, déconfinement et état d'urgence permanent
- Le modèle suédois de lutte contre la pandémie: laisser crever les vieux !

- Le prolétaire - N° 539

(Nov. / Déc. 2020 - Janvier 2021)

- A nos lecteurs, à nos sympathisants, à nos camarades
- Pandémie, crise économique et lutte des classes en inde

- Le prolétaire - N° 538

(Août-Septembre-Octobre 2020)

- Dans le «monde d'après» la pandémie, rien ne sera-t-il plus comme avant?
- Non au couvre-feu ! Non au retour de l'«état d'urgence sanitaire» !
- Espagne. Alors que la pandémie continue inexorablement. La bourgeoisie nationale et régionale déclare la guerre au prolétariat

- Le prolétaire - N° 537

(Mai - Juin - Juillet 2020)

- Pour le déconfinement de la lutte prolétarienne
- Le Premier mai au temps du coronavirus
- Venezuela: Epidémie, perte du travail et faim: une situation toujours plus insupportable pour les prolétaires

- Le prolétaire - N° 536

(Février - Mars - Avril 2020)

- Aux lecteurs, sympathisants, camarades

- Renforcement du despotisme étatique, cadeaux aux patrons et aggravation des attaques anti-prolétariennes. Non à «l'état d'urgence sanitaire» ! Non à l'union nationale et au soutien aux capitalistes !

- Communiqué aux lecteurs, aux prolétaires, aux camarades sur les mesures prises par la bourgeoisie à propos de l'épidémie au coronavirus

- Corona virus : une épidémie que la bourgeoisie ne contrôle pas mais qu'elle utilise pour accroître son contrôle politique et social

- Pandémie COVID-19 en Espagne. Contre «l'état d'alarme» ! Contre les mesures anti-prolétariennes du gouvernement !

- Le prolétaire - Supplément/Covid-19 au N° 536

(Avril 2020)

- Covid-19, une épidémie qui sert de prétexte à la bourgeoisie de tous les pays pour se lancer dans une guerre concurrentielle et se préparer à une guerre ouverte qui aura pour théâtre le monde entier

- Les «héros» des balcons

- NPA: le virus du réformisme

- Grèves en Italie

Compléments dans les «Prises de positions» du site www.pcint.org

- «Etat d'urgence» au Portugal: le gouvernement «de gauche» avec le soutien de ses alliés d'«extrême-gauche» suspend le droit de grève. 20 avril 2020

- Nous ne sommes pas de la viande à abattoir ! 26 mars 2020

- Espagne. Pandémie COVID-19. Contre «l'état d'alarme» ! Contre les mesures anti-prolétariennes du gouvernement ! 15 mars 2020

Révoltes à Cuba : **Ni avec l'«opposition démocratique»,** **ni avec le régime castriste !** **Le prolétariat cubain n'a qu'une seule** **issue : la lutte de classe !**

Depuis plusieurs jours, les principales villes de Cuba, notamment La Havane, connaissent des affrontements incessants entre les manifestants et la police. Selon les informations fournies par la presse internationale, à prendre toujours avec précaution étant donné son parti-pris habituel à propos de Cuba, le gouvernement Díaz-Canel a répondu aux manifestations qui ont lieu sur l'île depuis le 11 juillet en militarisant les villes, la police n'ayant pas suffi à contenir la marée des émeutiers. La même presse rapporte que le gouvernement cubain a été contraint de reconnaître qu'au moins une personne est morte dans les émeutes, alors qu'elle manifestait devant un poste de police dans la banlieue de La Havane. Alors que la répression, que le président Díaz-Canel a lui-même appelée de ses vœux sur ses réseaux sociaux, tente de calmer la tension à coups de matraques, de lacrymogènes et de coups de feu, le gouvernement a entamé une série de distributions de nourriture dans les quartiers les plus défavorisés de La Havane et de Santiago, et a également mis fin aux coupures d'électricité à l'origine des manifestations.

Au-delà de ces faits, la réalité pour la majorité de la population cubaine est que ses conditions de vie se sont considérablement dégradées ces dernières années. Les effets de l'embargo que les États-Unis maintiennent contre toute activité commerciale avec Cuba se sont aggravés avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence car il est revenu sur toutes les mesures d'ouverture que son prédécesseur, Obama, avait mises en place. Rien n'a changé après la victoire électorale de Biden en novembre dernier, et les conséquences de la politique de restrictions se font sentir par une pénurie de pratiquement tous les types de produits de première nécessité.

Mais l'embargo américain n'est qu'une des causes de la situation que traverse l'économie cubaine. Comme on le sait, pour survivre Cuba dépend presque entièrement du tourisme. La crise du Covid 19 a mis fin aux voyages touristiques sur l'île, ce qui a entraîné la perte d'une source de revenus essentielle, les devises étrangères provenant de ces voyages servant à financer

l'achat d'une grande partie des biens d'équipement, notamment agricoles, dont le pays a besoin.

Enfin, le soutien traditionnel vénézuélien, qui permettait de se procurer du pétrole et d'autres matières premières de base à bas prix, a lui aussi considérablement diminué, ce qui a aggravé le manque de sources d'énergie à l'origine de la hausse des prix de l'électricité et des coupures de courant que les grandes villes ont connues ces derniers mois.

En janvier 2021, le gouvernement cubain a répondu à la crise économique par une série de mesures financières qui n'ont réussi qu'à aggraver la situation de la classe prolétarienne : le système traditionnel à deux monnaies (le peso cubain, en usage normal sur l'île, et le peso convertible, utilisé pour le commerce international) a disparu, ne laissant que le peso cubain fixé à un taux de convertibilité de 24 pour un dollar. Cela entraîne une dévaluation de la monnaie pour le secteur économique étatique, qui est le seul à pouvoir importer les biens nécessaires à la vie quotidienne à Cuba, et donc une hausse drastique des prix de ces biens. Ainsi, le gouvernement « socialiste » Díaz-Canel a procédé à la suppression des subventions sur presque tous les produits de base. En guise de compensation, le gouvernement a augmenté les salaires et les pensions jusqu'à 450%... une mesure totalement inutile lorsqu'existe un problème fondamental de pénurie de biens et de services et qui n'améliore donc pas le pouvoir d'achat du prolétariat cubain.

Certains commentateurs internationaux comparent cette situation catastrophique à ce qui s'est passé en termes économiques pendant la fameuse « période spéciale », c'est-à-dire la longue décennie qui a suivi l'effondrement du bloc de l'Est, laissant Cuba privé de sa principale source d'approvisionnement et de son principal acheteur sur le marché international. Les troubles connus sous le nom de « maleconazo » en 1994 (1) et la crise des « balseros » (2) dans les années suivantes ont été la réponse du prolétariat cubain à la crise économique et sociale que connaissait le pays. Réponse désespérée qui a entraîné la mort de dizaines de Cubains noyés dans la mer des Caraïbes, et qui a été rapidement étouffée à l'intérieur du pays par

une combinaison classique de force répressive et de persuasion de la part des hauts dirigeants du gouvernement.

La réalité d'aujourd'hui est complètement différente de celle d'alors. D'abord parce que les années qui se sont écoulées depuis la révolution castriste de 1959 et l'effondrement du bloc de l'Est en 1991 ont contribué à affaiblir la pesante illusion dans le supposé « socialisme cubain » : les mesures économiques, politiques et sociales issues de la crise de la « période spéciale » ont fortement affaibli la conviction que le gouvernement et le prolétariat cubains marchent ensemble vers le socialisme ou, du moins, vers la défaite de l'impérialisme américain.

Deuxièmement, ces mesures, qui ont été accélérées après l'arrivée au pouvoir de Raúl Castro et qui visaient à « ouvrir » l'économie cubaine à la fois aux marchés internationaux (principalement le tourisme) et aux petites entreprises locales, par la libéralisation de certaines activités commerciales, ont précisément conduit à une augmentation de la polarisation sociale :

D'une part, la caste composée de la direction militaire et des dirigeants du Parti « communiste » qui contrôle les entreprises nationales n'a cessé de réaffirmer « l'inamovibilité » d'un pouvoir qui, à mesure qu'il perd son ascendant sur les masses, est contraint de réagir plus violemment contre elles.

Deuxièmement, une petite mais consistante couche de classe moyenne, petite bourgeoisie enrichie par l'ouverture du commerce qu'elle a pu utiliser pour améliorer sa position économique à travers des établissements qui achètent et vendent uniquement en dollars, etc.

Enfin, une masse prolétarienne dans les campagnes et les villes, traditionnellement employée par l'une ou l'autre branche du secteur public, qui subit les aléas économiques sans perspective d'amélioration, sans possibilité d'organisation syndicale ou politique et, bien sûr, sans pouvoir accéder aux « avantages » des espaces de libre commerce ouverts au cours des six dernières années.

Les révoltes de ces derniers jours ont mis mouvement à la fois cette classe prolétarienne et la petite bourgeoisie. Celle-ci a également été durement touchée par les mesures financières de janvier dernier, ce qui a contribué à une lente maturation de la confrontation avec le gouvernement par le biais de groupes artistiques, d'opinion, etc. comme le dit « mouvement de San Isidro » (créé dès 2018 contre la censure des artistes). C'est cette classe moyenne qui crie les slogans de « démocratie » et de « liberté » ou de « la patrie et la vie » (par

opposition au fameux « *la patrie ou la mort !* »), entendus dans les manifestations. Tout leur intérêt est de capitaliser le mécontentement social, de réussir à prendre le dessus sur les prolétaires qui descendent spontanément dans la rue, afin d'imposer leurs propres revendications qui diffèrent évidemment, tant politiquement qu'économiquement, de celles de la classe ouvrière. Cette petite bourgeoisie, qui n'aspire qu'à voir son statut économique reconnu par une intégration partielle dans les structures étatiques, ce qui lui permet à son tour de renforcer ce statut, est aussi l'alibi de toutes les puissances impérialistes européennes et américaines qui ont intérêt à pousser à un changement de gouvernement à Cuba.

De son côté la classe prolétarienne se présente les mains nues dans la lutte. Non seulement parce qu'elle s'est trouvée désarmée face à la police et à l'armée, mais surtout parce que le mythe du « socialisme national » cubain pèse encore très lourd sur elle. La pression de plus de soixante ans de pouvoir des frères Castro, autrefois leaders de la révolution, et d'alignement sur ce gouvernement et contre la pression de l'impérialisme américain, est encore capable d'empêcher les prolétaires cubains de reconnaître dans ce régime capitaliste déguisé en « socialisme » et dans ce faux parti « communiste » dans lequel est organisé leur ennemi de classe, le véritable ennemi à vaincre.

C'est pourquoi, au-delà des révoltes spontanées, les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat cubain pour rompre avec la politique de collaboration entre les classes que signifie la défense de « l'Etat socialiste » sont immenses : ni sur le terrain de la lutte économique immédiate, où l'Etat contrôle toutes

les organisations syndicales existantes, ni sur le terrain de la lutte politique, il ne parvient encore à avancer.

Mais chacune de ces explosions sociales, et à coup sûr il y en aura beaucoup d'autres, chacune de ces révoltes, contribuent à montrer la dure réalité : c'est le capitalisme qui existe à Cuba ; il existe donc une classe prolétarienne et ses ennemis de classe : la classe bourgeoise dominante cubaine, si débile soit-elle, et les couches de la petite bourgeoisie urbaine et rurale ; celles-ci qui ont joué la fonction de collant social pendant la domination politique faussement socialiste du castrisme, une fois disparues l'aide de la Russie et des pays de l'Est épuisée, de même que celle du chauvinisme, se tournent toujours plus vers un autre protecteur, l'impérialisme américain, l'un des plus grands ennemis des prolétaires de tous les pays. A mesure que cette réalité devient plus visible, le mythe du « socialisme cubain » s'érode et la pression idéologique et matérielle qu'il exerçait sur les prolétaires s'affaiblit.

L'importance de cette évolution n'est pas seulement nationale : le mythe de Cuba « socialiste » s'étend bien au-delà de ses frontières. En premier lieu en Amérique latine, où l'Etat cubain lui-même a, d'une manière ou d'une autre, propagé ce mythe pour défendre ses intérêts nationaux et où il a toujours trouvé un soutien parmi la classe prolétarienne et les masses populaires. En deuxième lieu, au reste du monde, à commencer par l'Espagne, où l'adhésion, bien qu'en termes « humanitaires » et contre le blocus américain, continue d'être un point de référence majeur pour les forces locales de l'opportunisme politique et syndical.

La valeur des émeutes de ces der-

niers jours réside donc dans le fait qu'elles sont l'expression d'une force sociale qui tend inévitablement à montrer que la lutte de classe du prolétariat, dans tous les pays et en toutes circonstances, reste la grande question du monde bourgeois. Même là où la bourgeoisie a dû voiler son pouvoir sous le couvert d'un faux socialisme, il tend à tomber à mesure que les exigences de la société bourgeoise, provoquant des crises périodiques et des phases de misère de plus en plus fréquentes pour le prolétariat, remettent la lutte des classes au premier plan.

Contre le faux « socialisme » national !

Contre les revendications démocratiques de la petite bourgeoisie !

Pour le retour de la lutte de classe du prolétariat !

Pour la reconstitution du parti communiste international et internationaliste !

15/07/2021

(1) *Maleconazo*. Vient de l'avenue El Malecon longue de 8 km le long du littoral de La Havane, où une grande manifestation anti-gouvernementale eut lieu le 5 août 1994

(2) *Balseros*: c'est ainsi qu'ont été appelés les Cubains fuyant l'île en août 1994 (et les années suivantes, notamment en 2014) vers les États-Unis. La « balsa » était une embarcation improvisée, construite à partir de n'importe quel objet pouvant flotter d'une manière ou d'une autre, gréé de draps imitant des voiles et propulsé par des rames également confectionnées de bric et de broc.

Incendies en Algérie : La responsabilité criminelle de l'Etat bourgeois

A la suite d'une période de forte canicule et de sécheresse, de grands incendies ont ravagé une partie des pays méditerranéens, surtout en Turquie en Grèce et en Algérie. L'intensité des dégâts est directement liée à la situation économique-politique des différents pays : en Grèce des années d'austérité se sont traduites par une diminution du nombre de pompiers et de gardes forestiers ; le parti de gauche Syriza affirme avoir prévenu au moment de quitter le pouvoir, le nouveau gouvernement des besoins urgents en ce domaine (et qu'il n'avait lui-même pas comblé !) ; en Turquie, selon l'opposition la politique

gouvernementale a causé l'affaiblissement des organisations étatiques de protection au point qu'il n'y avait par exemple aucun bombardier d'eau en fonction – tandis que le gouvernement essayait de se protéger en accusant des terroristes kurdes d'être responsables des incendies...

Mais c'est en Algérie que la carence gouvernementale a été la plus criante et ses conséquences les plus meurtrières : le dernier bilan officiel connu à ce jour fait état de 90 morts, dont 33 soldats, envoyés combattre les incendies sans équipement adéquat. En l'absence d'aide des services de l'Etat ce

sont souvent les habitants eux-mêmes qui ont tenté de s'opposer avec des moyens dérisoires à la progression des flammes ; beaucoup ont péri en tentant de sauver leurs troupeaux ou de protéger leurs habitations.

Alors qu'un élan de solidarité se faisait jour avec les populations de Kabylie touchées, les autorités ont tenté de camoufler le manque criant de moyens contre les incendies (qui explique aussi le nombre élevé de victimes parmi les soldats) en accusant de prétendus « incendiaires » d'être res-

(Suite en page 20)

Incendies en Algérie : La responsabilité criminelle de l'Etat bourgeois

(Suite de la page 19)

ponsables des feux de forêt.

Le résultat est que Djamel Bensmail, un jeune venu prêter main-forte aux habitants de Kabylie, a été lynché, son cadavre mutilé et brûlé par une foule exaspérée qui l'avait pris pour un de ces supposés pyromanes dénoncés quotidiennement par les médias (1). Des dizaines de personnes ont été arrêtées à la suite de ce crime ; mais les responsables gouvernementaux qui ont créé ce climat de lynch n'ont bien sûr pas été inquiétés.

Au contraire, ils ont continué à dénoncer des bouc-émissaires, cette fois, en la personne des indépendantistes kabyles du MAK, organisation que le gouvernement qualifie de « terroriste », bien qu'ils n'aient jamais recouru à des actes pouvant être ainsi qualifiés : l'important était de parer à la colère des masses en jetant en pâture des incendiaires supposés.

Puis le gouvernement, continuant avec la vieille ficelle du nationalisme, a accusé le Maroc d'être derrière ces incendiaires, provoquant un regain de tension, voire un risque d'affrontement entre les deux pays ; le Maroc avait pourtant proposé dès le début d'envoyer 2 bombardiers d'eau, mais le gouvernement algérien avait refusé cette aide !

Lorsqu'il s'est résolu à se tourner vers l'Europe, les moyens aériens étaient engagés en Grèce, et il a fallu attendre plusieurs jours pour que des avions puissent intervenir en Algérie pour éteindre les feux.

Si les incendies de cet été et le nombre de leurs victimes sont d'une ampleur exceptionnelle, ils ne sont pas une nouveauté : chaque année des milliers d'hectares partent en fumée (44 000 hectares l'an dernier).

En France dans les années 70 à la suite de l'augmentation massive du nombre de vacanciers, le sud du pays était victime de gigantesques incendies en été, période de forte chaleur, de sécheresse et de vents violents. Pour sauvegarder l'industrie touristique, l'Etat français a été alors contraint d'investir dans des moyens importants de lutte anti-incendie (avions et autres), dans la construction de voies forestières et il a établi diverses mesures réglementaires de protection des zones en question (2).

En Algérie les régions frappées par les incendies sont pauvres et offrent peu de ressources : l'Etat bourgeois ne trouve aucun intérêt à investir pour préser-

ver les populations locales de ce danger, comme d'autres. Il n'a fait aucun effort pour améliorer les moyens de lutte contre les incendies, pour former et équiper les pompiers, etc., ni d'ailleurs pour reboiser les régions incendiées. Sa responsabilité dans les incendies est donc directement engagée.

On nous dira que l'Algérie n'a pas les moyens d'investissement d'un pays comme la France.

Sans doute ; mais si on se rappelle que l'Etat algérien dépense environ 10 milliards de dollars chaque année pour son armée (le plus gros budget militaire de toute l'Afrique, et le deuxième dans le monde en 2019 en proportion du PIB) (3), il est facile de voir qu'il pourrait consacrer une petite fraction de ce budget pour équiper ses pompiers en avions et autres équipements...

L'Etat algérien ne le fait pas, pas plus qu'il ne consacre une partie substantielle de ses recettes à améliorer le sort des prolétaires et des masses dans tous les domaines, parce que comme tous les Etats bourgeois il a pour fonction essentielle de défendre l'ordre établi et les intérêts capitalistes (et particulièrement ceux des grands capitalistes) : les dépenses « sociales » ne sont pas rentables, elles sont donc toujours sacrifiées, sauf si les prolétaires arrivent à un moment à les imposer par leurs luttes.

C'est le système bourgeois qui est responsable du bilan meurtrier des incendies, comme il l'est du bilan de l'épidémie du COVID ou des autres épisodes tragiques de la vie sociale sous le capitalisme. Tant que ce système ne sera pas détruit pour laisser la place à une société supérieure, sans antagonismes de classe, de nations, de régions, de sexe ou autre – la société communiste – il continuera à infliger catastrophes, misères et guerres à l'humanité.

Contre la responsabilité criminelle de l'Etat bourgeois, vive la lutte révolutionnaire prolétarienne anticapitaliste!

23/8/2021

(1) L'attitude des forces de police présentes est peu claire : ce sont elles qui avaient arrêté Djamel et l'ont laissé aux mains de la foule.

(2) Ceci est confirmé par un récent grand incendie dans le Var : les zones incendiées de forêt « spontanée » et de garrigues ne comportaient pas d'exploitations forestières et donc pas de routes forestières ; les pompiers se

sont surtout employés – avec difficulté – à ce que le feu ne gagne pas les zones habitées et touristiques, laissant brûler le reste.

(3) cf SIPRI fact sheet, avril 2021

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al "el programa comunista"
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «Proletarian» : Supplément en anglais à «le prolétaire»

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE Troisième liste 2021

BH: 20,00 / Contre la pandémie capitaliste, pour la dictature mondiale du prolétariat et de son Parti: 46,50 / Paris: 300,00 / Pour le parti: 1000,00 / Victor: 50,00

Total liste: 1416,50
Total général: 2832,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**